« YA COMBIEN DEDANS » ?

Novembre 2023

ETUDE DES DYNAMIQUES INDUITES PAR LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES DE LA CÔTE D'IVOIRE APRÈS LA COVID-19 ET RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE À L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LES ZONES FRONTALIÈRES DU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

CHERCHEUR PRINCIPAL :
Dr Tingbo Germain Philippe Assale

CHERCHEURS ASSOCIES :
Frederic Essoh Akpa , ML
Monsieur DJEDJ Mel , ML
Madame Bleu Mun Patricia , MA
Geneviève Konan , MA
Ghislain Eza , MA

ASSISTANTE DE RECHERCHE :
Salimatou Karamoko , MA

« Y'A COMBIEN DEDANS ? »

Etude des dynamiques induites par la réouverture des frontières de la Côte d'Ivoire après la Covid-19 et résilience communautaire à l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Nord de la Côte d'Ivoire

Novembre 2023

Résilience pour la Paix

CHERCHEUR PRINCIPAL :
Dr Tingbo Germain Philippe Assale

CHERCHEURS ASSOCIES :
Frederic Essoh Akpa , ML
Monsieur DJEDJ Mel , ML
Madame Bleu Mun Patricia , MA
Geneviève Konan , MA
Ghislain Eza, MA

ASSISTANTE DE RECHERCHE
Salimatou Karamoko, MA

Sponsor :
Equal Access International

Ce produit de recherche a été rendu possible grâce au soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre de l'accord de coopération de l'USAID n° 72062421CA00002. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'Equal Access International, de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Photo de couverture : Transport de tricycles et bouteilles d'essence dans la ville frontalière de Koguienou.

Toutes les photos : crédit Equal Acces International sous CC BY-NC-SA 4.0

ISBN 978-1-964458-02-1

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et abréviations 4

A. Résumé exécutif 6

1 Contexte de l'étude 8

2 Objectifs de l'étude 10

3 Methodologie de l'etude : collecte des donnees 11

4 Resultats de l'etude 14

5. Les dynamiques induites par la fermeture des frontières 15
5.1 Opportunités liées à la fermeture des frontières 15
5.2 Les risques et défis liés à la fermeture des frontières 18

6. Les effets perçus de l'ouverture des frontières 22
6.1 Les dynamiques persistantes avec l'ouverture des frontières 22
6.2 Les opportunités perçues liées à l'ouverture des frontières 27
6.2 Les risques perçus liés à l'ouverture des frontières 30

7. Les mécanismes de résilience locale et transfrontalière 36
7.1 Les relations communautaires transfrontalières susceptibles de renforcer la résilience communautaire 36
7.2 Les activités de rapprochement communautaire 36
7.3 La présence des Forces de Défenses et de Sécurité 37

8. Conclusion 38

9. Recommandations 39

Références bibliographiques 41

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

CCM :	Cellule Civilo-Militaire
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNFCI :	Commission Nationale des Frontières de Cote d'Ivoire
CNS :	Conseil National de Sécurité
EAI :	Equal Access International
EMGA :	Etat Major Général des Armées
GUM :	Guichet Unique Mobile
TMA :	Tribunal Militaire d'Abidjan
VDP :	Volontaires pour la Défense de la Patrie
GIE :	Groupement d'Intérêt Economique

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Carte 1 :	Carte des régions et villes du nord de la Cote d'Ivoire	7
Diagramme 1 :	Effectif par couche socio-professionnelle	12
Diagramme 2 :	Proportion des moyens de transport utilisés	15
Diagramme 3 :	Effets de la réouverture des frontières	18
Diagramme 4 :	Propoprtion de voies utilisées	19
Diagramme 5 :	Raisons de la réouverture des frontières	22
Diagramme 6 :	Les voies de contournement	23
Diagramme 7 :	Persistance de l'utilisation des voies de contournement	24
Diagramme 8 :	Obstacles à la circulation des personnes et des biens	26
Diagramme 9 :	Motifs des causes de conflits	26
Diagramme 10 :	Perception sur la réouverture des frontières	27
Diagramme 11 :	Effets positifs de la réouverture des frontières	27
Diagramme 12 :	Fluidité de déplacement entre les localités frontalières et les pays voisins	28
Diagramme 13 :	Perception de l'immigration en lien avec la réouverture des frontières	29
Diagramme 14 :	La demande de terres cultivables	30
Diagramme 15 :	Perception du sentiment de sécurité dans les localités	33
Diagramme 16 :	Proportion des sommes payées aux passages des postes frontaliers	34
Diagramme 17 :	Destination des frais supplémentaires payés par les voyageurs vers les pays voisins frontalières et les pays voisins	34
Diagramme 18 :	Résumé des difficultés et risques identifiés après l'ouverture des frontières	35
Diagramme 19 :	Synthèse de toutes les activités transfrontalières renforçant la résilience communautaire	36
Diagramme 20 :	La présence des FDS dans les localités	37

A Résumé exécutif

Borne indicative, Tengrela

Cette étude a pour objectif général de recueillir des données quantitatives et qualitatives permettant d'affiner la compréhension des risques et des opportunités liés à l'ouverture des frontières dans les localités de Tengrela-Papara, Ouangolodougou et Doropo. Cela en vue d'établir une base de référence qui permettra d'aider à une meilleure définition des mécanismes et des stratégies de communication visant à atténuer l'exacerbation des peurs potentiellement exploitables par les groupes d'extrémistes violents.

L'étude s'est donc appesantie sur les dynamiques induites par la réouverture des frontières terrestres ivoiriennes dans les localités du nord. Elle s'est appuyée d'une part sur une approche qualitative au moyen d'entretiens semi-structurés individuels, de discussions de groupe, d'observations directes et d'une analyse documentaire. D'autre part sur l'approche quantitative basée sur un échantillon raisonné. La combinaison de ces deux méthodes ont permis de réaliser l'autopsie des opportunités et des risques liés à la fermeture des frontières en lien avec la résilience contre l'extrémisme violent et d'analyser les dynamiques induites par la réouverture des frontières.

Il est ressorti que la fermeture a engendré certains phénomènes et empiré d'autres. La démultiplication des voies de contournement des postes officielles avec le risque que les extrémistes en profitent pour infiltrer le pays, la baisse de la production par conséquent baisse des revenus des cultivateurs du fait de la disponibilité limitée des intrants agricoles sont des grains du chapelet de défis liés à la fermeture des frontières égrené par les communautés. Cette période a aussi connu une augmentation des activités criminelles, notamment le vol de bétails et de motos. Ces deux crimes ont particulièrement préoccupé la population étant donné que le premier est parmi les moyens de financement les plus prisés par les extrémistes au nord de la Cote d'Ivoire[1].

La fermeture des frontières avait contraint certaines personnes, surtout les femmes et les jeunes commerçants à se reconvertir dans l'agriculture. Cette reconversion a engendré une pression supplémentaire sur les terres cultivables.

Par ailleurs, la fermeture des frontières, bien qu'elle ait réduit les déplacements de popula-

[1] Flore Bergeret Anicet Zran, Nord-est de la côte d'ivoire entre économie illicite et extrémisme violent, Global Initiative Against Transnational Organized Crime, septembre 2023, p.17.

tions, ne les a pas interrompus. Les négociations entre usagers de la route et agents de l'État a engendré une croissance du racket.

Aussi les personnes interrogées ont souligné que la fermeture des frontières, au-delà des défis, a suscité quelques opportunités tel que l'émergence de nouvelles activités économiques tels l'essor des mototaxis et la continuation des interactions entre communautés transfrontalières. Les populations ont apprécié à juste titre le sentiment d'humanisme dont les forces de défense et de sécurité ont démontré lors des situations d'urgence comme les cas de maladies. Aussi a-t-il été constaté, au cours de cette période, la réduction des conflits avec les non nationaux et les orpailleurs locaux autour des ressources naturelles.

Il est également ressorti que les stigmates de certaines dynamiques engendrées par la fermeture des frontières, notamment la persistance de la cherté de la vie, le ralentissement des activités économiques, le racket, la fermeture des sites d'orpaillage et activités criminelles sont encore présentes. L'ouverture des frontières a permis la réduction des pistes de contournement, facilité les déplacements des biens et des personnes et la reprise lente mais sure des activités économiques. Les personnes interrogées ont également souligné que l'ouverture des frontières a facilité l'arrivée massive des réfugiés issus du Burkina Faso et du Mali. Laquelle arrivée suscite des craintes de conflit, surtout autour de la gestion des ressources naturelles (pâturage, terre cultivable et orpaillage). Mais cette appréhension des populations reste pour le moins une hypothèse à la recherche des preuves de son infirmation ou de sa confirmation.

Les personnes interrogées ont par ailleurs souligné qu'il existe au niveau local des mécanismes de résilience pour mitiger certains défis suscités par la réouverture des frontières en lien avec l'extrémisme violent.

Il importe enfin de souligner que des recommandations ont été formulées pour renforcer justement ces initiatives de résilience dans les zones frontalières entre la Côte d'Ivoire, le Mali, la Guinée et le Burkina Faso.

Carte 1: carte des régions et villes du nord de la Cote d'Ivoire

1 Contexte de l'étude

La frontière est avant tout un prisme souvent associé à la géopolitique et à l'État, en tant que complexe spatial souverain. Pourtant, si l'on va au-delà de cette perception et si l'on envisage la frontière dans une perspective régionale, elle exerce des influences non seulement sur la population et sa distribution, mais aussi sur les structures économiques et les organisations rurales et urbaines.

Elle est *« devenue un thème récurrent de l'actualité sous la pression des tensions internationales, des migrations, mais aussi des coopérations transfrontalières et transnationales*[2] *»*.

Selon Astrid Von Busiris, la frontière *« dit ce qui limite et borne les espaces ; elle distingue les groupes, les ethnies ou les communautés ; elle bride aussi les conversations et régule les échanges*[3] *»*.

Cependant, avec la globalisation et la mondialisation, la frontière *« s'affirme de plus en plus comme une zone de contacts, d'échanges, de coopération institutionnalisée, de mobilité diversifiée. Tout se passe comme si les différentiels spatiaux étaient désormais valorisés, non plus représentés en termes de contraintes et de concurrence, mais plutôt en tant que complémentarités et ressources*[4] *»*.
Dès lors, les frontières revêtent une importance géopolitique et géostratégique, mais surtout socio-économique, politique et sécuritaire. Elles sont un enjeu de pouvoir. Toute chose qui explique l'importance toute particulière que leur accordent les États et justifie leur fermeture au gré des événements, comme un moyen de protection des États.

A la survenue de la pandémie à Covid-19, la quasi-totalité des États du monde ont procédé à la fermeture de leurs frontières pour limiter la propagation du virus.

En Côte d'Ivoire, le gouvernement a annoncé la fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes le 22 mars 2020, en autorisant toutefois les trafics de marchandises, sous réserve de contrôles sanitaires réalisés par les autorités compétentes ainsi que l'ouverture de couloirs humanitaires et de sécurité pour faire face aux besoins spécifiques de gestion de la pandémie.

La fermeture des frontières ivoiriennes, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19, a entraîné des conséquences sur le quotidien des populations, notam-

Route de la frontière Côte d'Ivoire - Mali, avec l'alignement des camions en bordure du goudron

[2] Francis Moullé. « Un monde de frontière », In Frontières sous la direction de F. Moullé, Presse universitaire de Bordeaux, 2017, p. 13.
[3] Astrid Von Beusekist. Portes et murs : des frontières en démocratie. Albin Michel, février 2016, vol. 224, p.7, Paris.
[4] Madeleine Boudoux d'Hautefeuille. Entre marge et interface, recompositions territoriales à la frontière franco-brésilienne (Guyane/Amapa), 2012 [Thèse pour le doctorat de géographie : Universités des Antilles et de la Guyane : 2012] p.13.

ment sur celles des zones frontalières, habituées à mener des activités agricoles et commerciales de part et d'autre des frontières, et fréquenter journellement pour certaines franges, les centres de santé et autres établissements d'enseignement scolaire des pays limitrophes.

Par conséquent, l'on peut aisément imaginer que ces populations impactées par la fermeture des frontières développent des ingéniosités pour contourner les postes frontières et continuer leurs activités d'antan. La prolifération subséquente des voies de contournement semble avoir été rendue possible par la porosité des frontières ivoiriennes, quasiment pas matérialisées, héritées de la colonisation et ne reflétant pas toujours les réalités socioculturelles et linguistiques.

Cependant, après trois ans de fermeture, tenant compte de l'évolution favorable de la situation sanitaire mondiale et de la reprise de l'activité économique, mais surtout pour répondre au plaidoyer de ses partenaires, le gouvernement ivoirien a décrété l'ouverture des frontières terrestres, aériennes et maritimes à partir du mercredi 15 février 2023.

Le Conseil national de sécurité, dans son communiqué justifia sa décision en ces termes :

« Au regard de l'évolution favorable de la situation sanitaire mondiale et de la reprise de l'activité économique, les frontières aériennes et maritimes ont été ouvertes. [...] pour compter du mercredi 15 février 2023, à minuit ».

Selon le porte-parole du gouvernement, cette décision de réouverture des frontières terrestres intervient surtout après la maîtrise des voies secondaires de passages clandestins par les forces de sécurité. Chose qui permet, a-t-il poursuivi, *« une redirection des voyageurs vers les passages officiels de traversée afin de pouvoir assurer un meilleur contrôle du flux migratoire ».*

Cette mesure est intervenue dans un contexte de crise sécuritaire qui a rendu vulnérable l'écosystème socio-économique des zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, dans le cadre du projet Résilience pour la Paix (R4P), les initiatives de résilience communautaire implémentées par Equal Access International (EAI) dans la partie frontalière nord de la Côte d'Ivoire s'accompagnent d'un travail de compréhension des dynamiques locales.

Ainsi, afin d'éviter que les extrémistes tirent parti de la situation pour étendre leurs activités, le projet Résilience pour la Paix a commandité cette étude pour mieux com-

Voyageurs sur la route dans la région de Bounkani

prendre les dynamiques induites par la réouverture des frontières et leurs implications sur les conditions de vie des communautés.

Les données et les recommandations générées par cette étude permettront de mettre en œuvre des activités de résilience des communautés à l'extrémisme violent.

Objectifs de l'étude

Objectif général

L'objectif général de l'étude est de recueillir des données quantitatives et qualitatives permettant d'affiner la compréhension des risques et des opportunités liés à l'ouverture des frontières dans les localités de Tengrela-Papara, Ouangolodougou et Doropo. Cela en vue d'établir une base de référence qui permettra d'aider à une meilleure définition des mécanismes et des stratégies de communication visant à atténuer l'exacerbation des peurs potentiellement exploitables par les groupes d'extrémistes violents.

Objectifs spécifiques

L'étude poursuit les objectifs spécifiques suivants :

- **Identifier les dynamiques induites par la fermeture des frontières ;**
- **Déterminer les risques et les opportunités liés à l'ouverture des frontières dans le nord de la Côte d'Ivoire ;**
- **Élucider la qualité de la relation entre les autorités administratives et sécuritaires/ populations en matière de sécurisation des frontières ;**
- **Analyser les relations communautaires transfrontières susceptibles de renforcer la résilience communautaire ;**
- **Décrire la perception de l'ouverture des frontières terrestres par les communautés ;**
- **Identifier les objets de tensions autour des ressources naturelles engendrées par l'ouverture des frontières ;**
- **Élucider les moyens de communication entre les communautés et les autorités autour des effets induits par l'ouverture des frontières.**

Résultats attendus de l'étude

Au terme de cette étude, les résultats suivants sont attendus :

- **Les données sont collectées en relation au niveau de référence des indicateurs ;**
- **Une analyse des dynamiques socio-économiques engendrées par la fermeture des frontières et leurs modes d'expression est formulée ;**
- **Une analyse des risques et des opportunités liés à l'ouverture des frontières dans le nord de la Côte d'Ivoire est formulée ;**
- **La qualité de la relation entre les autorités administratives et sécuritaires/populations en matière de sécurisation des frontières est évaluée ;**
- **Les relations communautaires transfrontières susceptibles de renforcer la résilience communautaire sont identifiées et analysées ;**
- **La perception de l'ouverture des frontières terrestres par les communautés est connue ;**
- **L'état des lieux des tensions autour des ressources naturelles engendrées par l'ouverture des frontières est réalisé et analysé ;**
- **Les modes de communication entre les communautés et les autorités avec une identification des éléments de langage à utiliser ou à éviter, des meilleurs canaux et moments de communication sont identifiés ;**
- **Des recommandations concrètes sont formulées.**

3 Methodologie de l'etude : collecte des donnees

Cette étude combine les méthodes quantitatives et qualitatives permettant non seulement de mesurer la perception que les différents groupes socio-démographiques des localités frontalières du nord de la Côte d'Ivoire ont des dynamiques liées à l'ouverture des frontières, mais également de recueillir l'avis des personnes-clés sur la problématique de l'étude.

MÉTHODES QUALITATIVES

L'approche qualitative, la Méthode Active de Recherche Participative a été utilisée. Les sources d'information ont ensuite été triangulées, chaque fois que possible, par la combinaison de l'analyse documentaire et de l'analyse des données collectées sur le terrain. Les outils de collecte suivants ont été utilisés :

(i) les entretiens semi-directifs,
(ii) des observations
(iii) et des discussions de groupe (DDG).

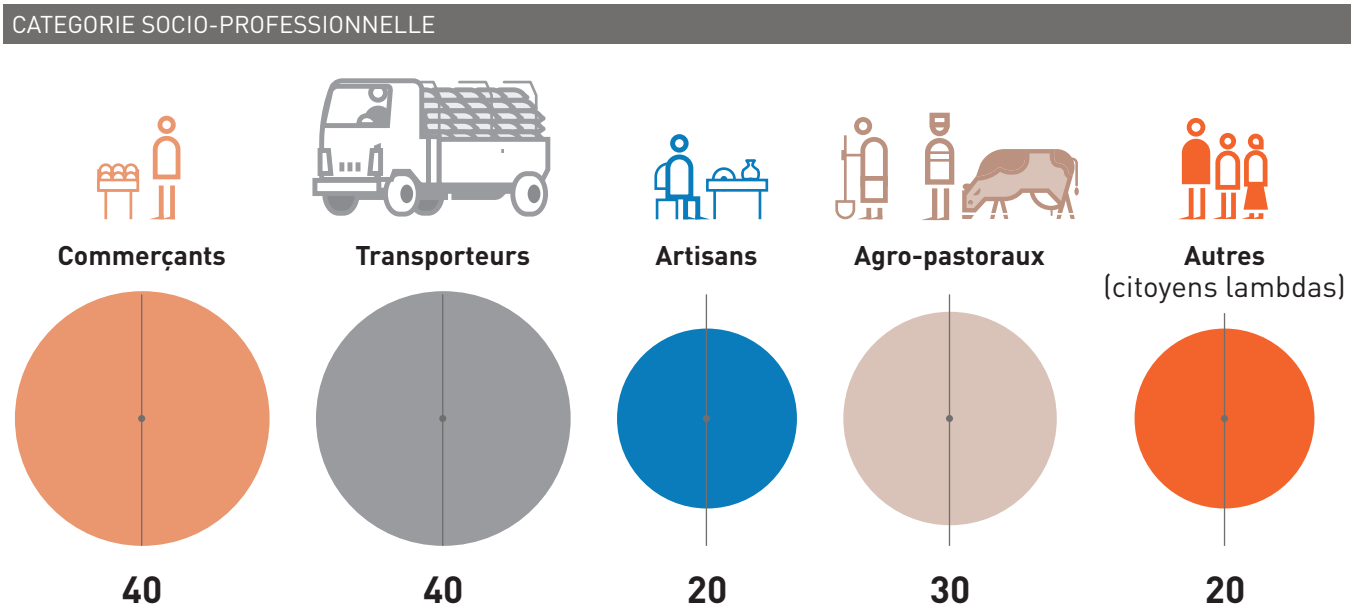
Les données ont été collectées dans le strict respect des directives éthiques (respect des enquêtés, du genre, de l'équité, la participation des adolescent-e-s, le droits et la liberté d'expression des jeunes et des femmes dans la collecte des données, la confidentialité, l'anonymat). L'approche qualitative s'est appuyée sur trois sources principales de collecte de données, à savoir les groupes de discussions, les entretiens individuels ainsi que l'observation directe. Afin de refléter la diversité et les équilibres démographiques et socio-économiques, les considérations du genre, de l'âge et du statut social, ainsi que de représentativité communautaire ont été prises en compte.

REVUE DOCUMENTAIRE

La revue documentaire aborde la complexité et la dynamique des frontières sous différents angles, mettant en lumière leur importance dans le contexte de la sécurité et de la coopération internationale. Adamou Moussa Ibrahim souligne l'impact du terrorisme sur la perception de la sécurité transfrontalière, en particulier entre le Nigeria et le Niger, et définit la frontière comme un élément essentiel de la souveraineté étatique dans le droit international. Paul de Geouffre de La Pradelle distingue les concepts de délimitation et de frontière, cette dernière étant vue comme une zone de coopération et un objet géopolitique chargé d'émotions telles que la peur et le désir de protection. Astrid Von Destrick propose une perspective philosophique sur les frontières, les considérant comme des éléments qui séparent et connectent, ayant une nature à la fois matérielle et symbolique. François Moullé, dans ses travaux, discute de la nature changeante des frontières, influencée par les perceptions médiatiques, les enjeux politiques, et les dynamiques de coopération et de contrôle, notamment dans le contexte des Hauts-de-France où les frontières sont adaptées pour répondre aux défis des tensions internationales et des flux migratoires.

Voyageurs sur une route dans la région de Bounkani

Diagramme 1: effectif par couche socio-professionnelle



Cette revue documentaire souligne ainsi la multiplicité des approches pour comprendre les frontières, entre instruments de séparation et vecteurs de coopération, dans un monde marqué par des défis sécuritaires et géopolitiques en constante évolution.

ANIMATION DE GROUPES DE DISCUSSION AUTOUR DES DIFFÉRENTES THÉMATIQUES ABORDÉES PAR L'ÉTUDE

Au total, 36 groupes de discussion ont été animés, soit 4 par localité (9 localités visitées). Chacun de ces groupes était composé de 8 à 15 personnes, représentatives de la diversité des communautés et groupes d'intérêt (autochtones, migrants, éleveurs, agriculteurs, groupement de femmes, leader de jeunesse, groupes professionnels...) vivant dans les localités couvertes par l'étude. Dans l'ensemble, 352 personnes ont participé aux discussions de groupes.

ENTRETIENS INDIVIDUELS

Les entretiens individuels ont été menés avec les informateurs clés tels que les autorités locales, les représentants des forces de défense et de sécurité, les autorités coutumières, les OSC/ONG, les groupements professionnels, et autres parties prenantes. L'équipe s'est entretenue avec 99 personnes au total.

MÉTHODES QUANTITATIVES

Pour la collecte des données quantitatives, le choix s'est porté sur la procédure d'échantillonnage non probabiliste, plus précisément par quotas, qui consiste à sélectionner des participants considérés comme typiques de la population cible.

Cette procédure est destinée à garantir la validité externe des résultats. Cette méthode d'échantillonnage raisonnée a permis d'inclure certaines composantes caractéristiques de la population afin d'explorer au mieux les dynamiques induites par la réouverture des frontières nord de la Côte d'Ivoire. Il s'agit alors d'assurer la diversité maximale des profils.

Ainsi, les chercheurs ont opté d'interroger de manière aléatoire 150 personnes par localité (450 au total), réparties comme le montre le diagramme 1 ci-dessus, selon une estimation de la configuration socio-professionnelle affectée par les dynamiques autour de la fermeture et de la réouverture des frontières terrestres des localités ciblées.

QUESTIONNAIRES DE COLLECTE DES DONNÉES QUANTITATIVES

Le questionnaire de collecte de données quantitatives est composé de **26 questions** administrées à l'aide de l'outil Kobo à 450 personnes. Les personnes interviewées étaient soit directement impliquées, soit affectées par les thématiques. Elles ont été identifiées avec l'aide des autorités ou de points focaux dans chaque localité.

Les questionnaires résumant les grands thèmes et les questions-clés à aborder ont été élaborées dans l'objectif d'ho-

mogénéiser les informations à collecter pour une compilation et une comparaison plus aisée des données sur les trois sites de l'étude.

LIMITES DE LA COLLECTE DES DONNÉES

La collecte des données a été confrontée à un certain nombre de limites, à savoir :

- L'indisponibilité de certains informateurs clés pertinents ;
- Le manque de traçabilité des passages frontaliers par les voies de contournement ;
- La réticence de certains informateurs clés à partager des informations en raison des protocoles internes (besoin d'autorisation de la hiérarchie avant tout partage d'information) ;
- Le manque d'homogénéité au niveau de la représentativité des communautés dans les focus groupes principalement dû au fait que certaines communautés directement affectées par la fermeture des frontières résident dans les villages satellites et campements ;
- Les difficultés à trouver des personnes pouvant s'exprimer en français pour l'administration du questionnaire, alors que la présence de traducteurs aurait influencé les réponses des participants ;
- La traduction en plusieurs langues locales a à la fois créé certaines incompréhensions et rallongé le temps prévu pour les groupes de discussion.
- La réticence de certains membres de la communauté à s'exprimer ou à donner leur point de vue lors des FG.

La collecte des données a été structurée autour de 3 axes principaux :

- Gouvernance des frontières ;
- Gestion des ressources naturelles ;
- Communication et relation intercommunautaire autour de la réouverture des frontières.

FORMATION DE L'ÉQUIPE DE RECHERCHE

Les membres de l'équipe de recherche ont bénéficié d'une formation d'une journée adaptée à leurs expériences en matière d'enquête. En effet, la plupart d'entre eux a au moins participé à deux enquêtes incluant l'enquête de perception de R4P.

Les éléments de base de la formation des enquêteurs et des superviseurs comprenaient une connaissance approfondie de l'étude et des instruments, de la structure et de la logistique de l'équipe, de la gestion des cas et du suivi des répondants, de l'éthique et du consentement, ainsi que des meilleures pratiques en matière de conduite d'entretiens. La formation s'était concentrée sur la compréhension complète de chaque question et de ses objectifs afin de garantir la qualité et la cohérence de toute traduction en langue locale qui doit être effectuée sur le terrain.

Des éléments interactifs à la formation, notamment des exercices en petits groupes, ainsi que des pauses régulières et des séances de questions-réponses ont été proposés pour chaque module afin d'évaluer leur assimilation. Chaque enquêteur et superviseur a reçu un guide imprimé à utiliser comme référence sur le terrain.

ASSURANCE-QUALITÉ

Le chercheur principal, l'assistante à la recherche et le spécialiste informatique de l'équipe ont effectué des contrôles de qualité des données collectées tous les deux jours sur toute la période de collecte des données. Des contrôles ont également été effectués auprès d'environ 10 % des répondants.

Le nettoyage et l'analyse des données d'enquête ont été effectués dans STATA. L'analyse des données de l'enquête a tenu compte des caractéristiques des répondants, telles que le sexe, l'âge, etc. Les tendances émergeant de ces caractéristiques ont été pris en compte dans le rapport. Des tableaux croisés ont été créés pour chaque question. Des graphiques ont été élaborés pour les questions clés ou celles pour lesquelles la tendance des réponses entre les groupes est particulièrement intéressante. Les plages d'erreur dues aux effets de conception seront calculées le cas échéant afin qu'elles puissent être incluses dans le rapport et présentées sous forme de chiffres.

4 Resultats de l'etude

Les résultats présentés ici sont la somme des résultats obtenus à travers les 3 méthodes de collecte décrites plus haut et sont cumulatifs des différentes personnes interviewées. Ils fournissent une base des perceptions sur les risques et opportunités de la réouverture des frontières dans les régions du Bounkani, du Tchologo et de la Bagoué, et vont fournir un moyen de mesurer l'évolution de ces perceptions au fil du temps. Ces analyses rassemblent et traduisent de façon fidèle les données collectées. Concernant les entretiens individuels et les focus groupes, les notes ont été compilées de sorte à faire ressortir les réponses les plus fréquentes et les plus pertinentes données par les répondants.

Les graphiques représenteront les réponses de façon globale, et seront soutenus par des tableaux qui permettront de visualiser les variations des réponses par localité, afin de tenir compte des différences significatives au niveau de chaque localité.

Motos garées dans la commune de Niamoue

5 Les dynamiques induites par la fermeture des frontières

Les dynamiques induites par la fermeture des frontières sont multiples et se manifestent de diverses manières. Certaines ont été bénéfiques pour la population tandis que d'autres l'ont été moins. Nous allons structurer ces dynamiques en trois grands blocs : un niveau économique, un niveau social et un autre sécuritaire. En outre il est essentiel de noter que pour chaque dynamique abordée, nous présenterons pêle-mêle les éléments bénéfiques et les moins bénéfiques.

5.1 Opportunités liées à la fermeture des frontières

Au niveau économique et social

ESSOR DE L'ACTIVITÉ DE MOTOTAXIS

Indirectement, cette fermeture des frontières a conduit à une reconversion de nombreux jeunes au métier de transporteurs à motos (deux roues et trois roues). Au niveau de Doropo, la fermeture des frontières ayant coïncidé avec la répression de l'exploitation illégale de l'or, un nombre important de ces jeunes qui étaient sur les sites d'or ont su se réinventer en tirant opportunité de l'impossibilité des véhicules de passer par les postes officiels. A l'aide d'engins à deux ou à trois roues, ils effectuaient le transport des personnes et des marchandises entre la Côte d'Ivoire et le Burkina en utilisant des voies de contournement. Cette activité n'a pas intéressé que ces jeunes en quête d'emploi. Des fonctionnaires et autres membres de la communauté y avaient investi en achetant des motos et en employant des jeunes pour pratiquer cette « nouvelle » activité.

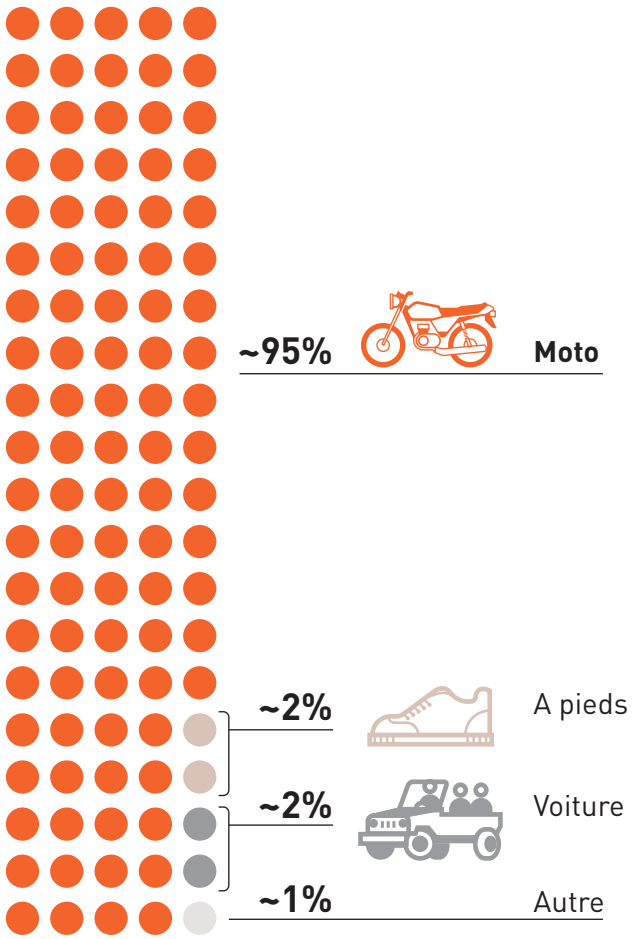
À la question, *« à votre connaissance, quels sont les moyens de transport utilisés par les populations qui se rendaient dans les pays voisins pendant la fermeture des frontières ? »*

La moto a été identifiée comme le moyen de transport majoritairement utilisé par les usagers de la route pour se rendre dans les pays voisins.

Pour mieux appréhender les motivations et les opportunités qui contribuent à l'attrait de cette activité, nous avons engagé des discussions avec plusieurs personnes, et leurs commentaires ont révélé des informations pertinentes. Un leader de communauté à Doropo, estime que :

« *Les voies de contournement existent il y a longtemps. Mais elles étaient utilisées par des particuliers qui utilisaient leurs propres motos pour se déplacer. Ils empruntaient ces voies d'une part parce qu'elles sont plus courtes, d'autre part parce qu'elles permettent d'éviter les postes de contrôle (des FDS et des agents de santé) ou parce que leurs engins n'ont pas les documents requis. Pour leur part, les trafiquants et les contrebandiers les empruntent pour échapper à la douane lors du convoyage de leurs marchandises. Mais à la faveur de la fermeture des frontières, les engins à deux et trois roues étaient les principaux moyens de transport. Les habitants qui avaient de l'argent y avaient trouvé une aubaine pour se faire plus d'argent.* »

Diagramme 2 : proportion des moyens de transport utilisés



Une présidente d'association féminine de Tengrela renchérit sur l'ampleur de l'activité des motos taxis par les raisons suivantes :

> *Aucune compagnie de transport ne pouvait traverser la frontière. Par exemple, les cars côté ivoirien ne pouvaient pas aller au-delà de Tengrela du fait de la fermeture des frontières, les passagers, désirant se rendre au Mali, empruntent à partir de Tengrela les mototaxis pour continuer leur voyage.*

Cette activité a constitué une opportunité économique non seulement pour les jeunes, mais aussi pour les agents de l'Etat incluant les FDS, selon les propos d'un opérateur économique, s'exprimant en ces termes :

> *L'activité des mototaxis a permis à beaucoup de personnes de se réaliser socialement. Je connais des gens de ma communauté qui ont construit des maisons avec l'argent généré par cette activité. Le voyage à partir de Tengrela jusqu'à la première localité malienne par des voies de contournement avec les motos coûtait au minimum 20000 FCFA par passager. Et quand vous croisez les corps habillés, chaque passager va payer 10000f. Le jour où vous avez la chance, vous allez payer 5000f. Cependant, bien que la fermeture des frontières ait exercé une influence considérable sur la vie quotidienne des habitants de Doropo, elle n'a pas eu le même impact dans certaines localités, comme Papara.*

Selon aussi un Disk Jockey de Papara :

> *La population de Papara n'a pas trop senti la fermeture des frontières, les orpailleurs clandestins venaient et repartaient à tout moment. Quand l'extraction de l'or battait son plein ici, nous ne pouvions pas rester dans ce bureau, tout était rouge à cause de la poussière des motos et ce malgré le communiqué du gouvernement. La vie était normale malgré le communiqué du gouvernement et ici les jeunes autochtones ne s'intéressent qu'à l'orpaillage, ceux qui conduisent les mototaxis sont des jeunes maliens.*

MAINTIEN DES INTERACTIONS ET TRANSACTIONS TRANSFRONTALIÈRES

La fermeture des frontières n'a pas eu d'influence sur les échanges commerciaux et les interactions sociales entre les communautés de part et d'autre des frontières. La frontière n'a aucunement de signification pour les populations partageant la même identité sociale.

> *Ici la frontière ne signifie pas grand-chose, nous sommes en famille avec nos frères de l'autre côté. On va prendre femme là-bas, et eux aussi viennent se marier ici. Les vendredis, on va à la mosquée de l'autre côté, on va se soigner là-bas. Il y a des Maliens qui vivent avec nous mais qui vont travailler dans leurs champs au Mali et reviennent.*
>
> CHEF DE COMMUNAUTÉ POGO

Un agent de santé de Tengrela abonde dans le même sens :

> *La Côte d'Ivoire et le Mali sont deux peuples qui se fréquentent et qui ont des cultures similaires, c'était donc difficile d'empêcher les populations de passer la frontière, la population d'ici préfère aller au Mali pour se soigner car ils se comprennent et partagent la même langue, c'est plus facile pour eux de se confier à un agent de santé du Mali qu'à un agent de santé d'ici venant du sud (agni, baoulé...) après une enquête de proximité.*

De plus, les insuffisances dans la démarcation des frontières et la fluidité de celles-ci, qui en font des espaces favorables aux embuscades, constituent la problématique centrale en alimentant les risques de déstabilisation et de conflits armés.

Les capacités limitées des États, conjuguées d'une part, à l'immensité des zones frontalières pouvant s'étendre sur plusieurs centaines de kilomètres, et d'autre part, à la porosité des frontières et les solidarités transfrontalières dans des aires culturelles qui transcendent les limites des États de la sous-région, favorisent et occasionnent les déplacements incontrôlés de personnes et de biens divers, licites ou illicites, et contribuent par la même occasion, à faciliter le développement des bandes terroristes et de la grande criminalité

De surcroît, l'éloignement des villes principales de la Côte d'Ivoire de certaines villes frontalières telles que Tengrela pousse les populations a préférer se rendre à Bamako plutôt qu'à Bouaké.

> *Les échanges commerciaux ont continué même pendant la crise sanitaire, vous savez pourquoi ? La capitale malienne est à 337 Km de Tengrela sur bitume alors que Bouaké qui est la seconde ville importante de la Côte d'Ivoire est à plus de 500 km donc c'est naturellement que les gens y vont même s'ils savent que les produits qu'ils prennent là-bas viennent de la Côte d'Ivoire.*
>
> AUTORITÉ MUNICIPALE, TENGRELA

LA RECONVERSION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DE CERTAINS JEUNES

Parmi les groupes les plus touchés par la fermeture des frontières figurent les femmes qui se consacraient au commerce

transfrontalier. En effet, la restriction des mouvements a conduit à l'impossibilité pour les commerçantes transfrontalières de continuer leurs activités. Cette situation les a donc contraintes à opérer une reconversion dans le domaine du maraicher.

Ainsi au cours de la discussion de groupe, une femme leader d'association pointant du doigt les autres participantes au groupe de discussion déclara :

« *Avant la fermeture des frontières, toutes les femmes que vous voyez faisaient du commerce transfrontalier, lorsqu'on a fermé les frontières, ne pouvant plus exercer leurs activités, elles se sont dirigées vers la culture du maraîcher. Moi-même je partais jusqu'en Mauritanie, mais aujourd'hui, je fais le maraicher.* »

« ... toutes les femmes que vous voyez faisaient du commerce transfrontalier, lorsqu'on a fermé les frontières, ne pouvant plus exercer eurs activités »

Au niveau sécuritaire

La fermeture des frontières a un certain nombre de dynamique notamment le constat d'une certaine flexibilité et compréhension des FDS le cas échéant surtout pour des motifs sanitaires et éducatives.

FLEXIBILITÉ POUR LES CAS D'URGENCE SANITAIRE OU SOCIALE

Les contrôles aux frontières étaient plus stricts pendant la fermeture des frontières. Mais cela n'a pas empêché les forces de défense et de sécurité de manifester une certaine compréhension face aux cas d'urgence sanitaire ou sociale.

« *J'ai fait preuve de compréhension envers des malades qui partaient se soigner au Mali. J'ai laissé passer un homme qui souffrait de la prostate qui devait se faire soigner au Mali. Si je ne le laissais pas traverser la frontière, il risquait de mourir.*

Nous étions aussi plusieurs fois confrontés à des cas de populations qui se rendaient à des funérailles au Mali. Fallait-il refuser ou accepter cette requête des personnes avec qui nous collaborons pour la sécurisation des frontières ? Après concertation avec les chefs de communautés, nous les laissons passer afin de préserver les bons rapports avec les populations.

FDS, FRONTIÈRE DE NIGOUNI »

Un élu local, comprenant la posture des FDS due à l'interaction fréquente des populations frontalières avec les services sanitaires et éducatifs, s'exprime en ces termes :

« *Ce n'est secret pour personne que nos populations vont se soigner dans les villes voisines de Tengrela, même à l'instant où nous sommes en train de parler, des gens sont en route pour Kadiana pour se faire soigner parce que pour eux là-bas est moins cher, on leur parle en malinké et ils sont bien reçus.*

AUTORITÉ MUNICIPALE »

Selon aussi un agent de santé de Papara :

« *La majorité de nos patients sont les personnes originaires des pays voisins tandis que la population de Papara préfère aller se faire soigner dans les cliniques du Mali. Tout comme les enfants qui vont à l'école ici sont majoritairement des enfants originaires des pays voisins. Faites un tour à l'école, vous allez le constater.* »

Par ailleurs, il a été relevé que certaines communautés émettent des réserves sur la qualité des services hospitaliers nationaux par rapports à ceux de pays limitrophes.

Toutefois, ces critiques communautaires sont discutables selon un Agent des FDS qui se prononce en ces termes :

« *Pour les populations, l'accueil dans les centres de santé du Mali est meilleur qu'ici, les médicaments sont moins chers, le personnel s'occupe bien des malades, la communication passe facilement (au niveau linguistique). Pourtant les centres de santé d'ici sont mieux équipés et le personnel est mieux formé. Mais ce sont leurs sentiments, on ne peut pas changer ça*

FRONTIÈRE NIGOUNI »

Aussi certains enfants ivoiriens des villages frontaliers qui fréquentaient les écoles au Mali et Burkina et vice versa n'avaient pas interrompu leur scolarité pendant la COVID. Les FDS ont facilité leur traversée des frontières pendant cette période.

En définitive, ces gestes d'empathie et d'indulgence des FDS ont contribué à renforcer davantage leur collaboration avec les communautés.

Désormais, selon une autorité municipale de Tengrela :

> *Les FDS sont informées par la population dès qu'il y'a des personnes ou des mouvements suspects.*

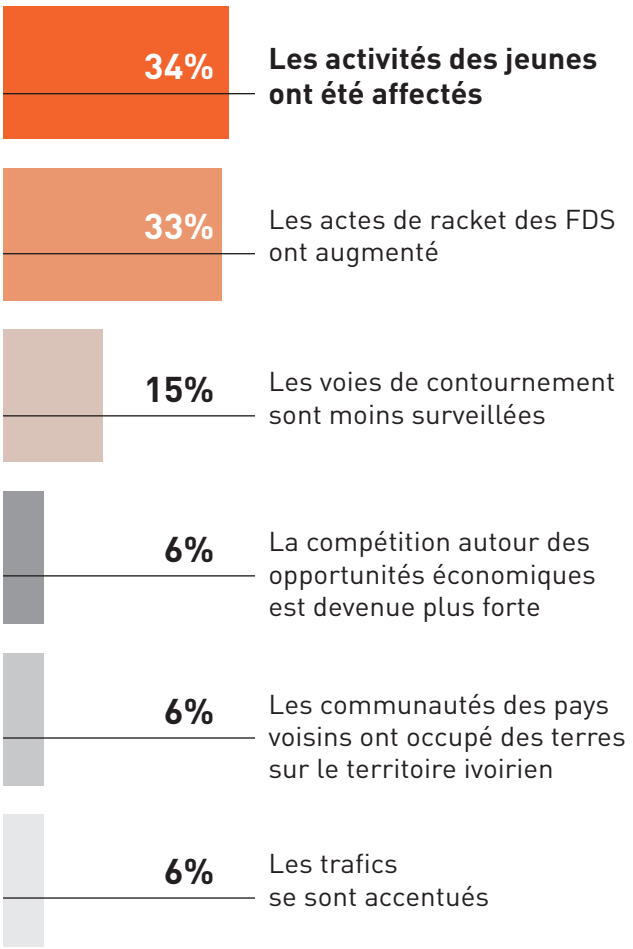
RÉDUCTIONS DES CONFLITS ENTRE NATIONAUX ET NON NATIONAUX AUTOUR DES RESSOURCES NATURELLES

En effet, la fermeture des frontières a freiné la compétition autour des opportunités économiques assez restreintes et la ruée sur les ressources minières. Les non nationaux n'avaient plus l'accès facile aux sites d'orpaillage illégal du fait de la fermeture des frontières.

Cela a réduit la mainmise des non nationaux sur l'activité d'exploitation illégale d'or (main d'œuvre, financement) et freiné les pertes de capitaux.

La pratique qui consistait à recueillir la terre dans des sacs pour ensuite aller la traiter en terre burkinabè ne pouvait plus se faire aisément comme par le passé. Dans certaines localités comme Kalamon cette activité a survécu à la fermeture des frontières. Les opérations de répression entamées plus tard par les autorités ivoiriennes a définitivement expulsé de ces sites tous les travailleurs non nationaux et conduit à la fermeture de plusieurs sites.

Diagramme 3 : effets de la réouverture des frontières



5.2 Les risques et défis liés à la fermeture des frontières

Les opinions divergent sur les effets négatifs de la réouverture des frontières. Mais 34 % des personnes interrogées ont affirmé que la réouverture a affecté les activités des jeunes et 33 % ont affirmé que cela a augmenté les actes de racket.

Au niveau économique et social

FAILLITE GÉNÉRALISÉE DES FEMMES COMMERÇANTES

La fermeture des frontières a amené de nombreuses commerçantes à suspendre leurs activités.

> *La fermeture des frontières a été vécue avec d'énormes difficultés, un impact négatif sur toutes les femmes qui sont à 90% commerçantes. Avant la fermeture, les femmes faisaient des convois chaque vendredi pour aller au Mali acheter de la marchandise. C'était un grand désespoir pour ces femmes, elles n'arrivaient plus à joindre les 2 bouts, aider financièrement leurs maris pour certaines était quasi impossible et les veuves ne pouvaient plus s'occuper des enfants orphelins qu'elles avaient.*
>
> PRÉSIDENTE DES FEMMES COMMERÇANTES DE TENGRELA

BAISSE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Les productions agricoles ne pouvaient plus être vendues aux acheteurs habituels qui sont Maliens comme le notait un jeune de Tengrela :

> *Avant la fermeture des frontières, Tengrela était premier dans la production de l'arachide et du maïs, c'est ici que les Maliens venaient se ravitailler en arachides et maïs. En 2020, toute notre récolte est restée dans notre main, en plus les intrants sont devenus trop chers. Moi-même je faisais du maraîchage, aujourd'hui je suis devenu blanchisseur.*
>
> JEUNE ARTISAN DE TENGRELA

La fermeture des frontières a provoqué des difficultés d'approvisionnement du marché en produits agricoles, phytosanitaires, alimentaires.

> *Avant on s'approvisionnait en matières premières, arachide et néré, au Burkina. Pendant la fermeture, l'appro-*

visionnement est devenu plus difficile et plus coûteux, surtout à cause du coût du transport du côté de la Côte d'Ivoire. Après, les autorités burkinabés ont décidé d'arrêter l'exportation vers la Côte d'Ivoire. On a arrêté nos activités de production de pâte d'arachide et de soumara pendant des mois. Et on a perdu plusieurs clients. Aujourd'hui, même avec la réouverture, les autorités burkinabés refusent d'exporter.

PRÉSIDENTE D'ASSOCIATION DE FEMMES À DOROPO »

La hausse des prix des produits phytosanitaires les rend inaccessibles à de nombreux cultivateurs :

« *Avant la fermeture des frontières, les sacs d'engrais étaient à 15000F et avec la fermeture l'engrais est passé à 30000f, les denrées alimentaires qu'on trouvait facilement manquent sur le marché » chefferie sénoufo, « le manque des produits phytosanitaires et sa cherté ont eu un incident grave sur la production agricole au niveau de Tengrela, avant on produisait beaucoup l'arachide, le coton et le maïs ici, mais aujourd'hui on ne peut plus faire de grands champs. Tengrela même est ne compte plus parmi les producteurs d'arachide.* »

L'approvisionnement du marché local en produits de grande consommation en provenance du Mali était devenu difficile:

« *Si c'était pendant la fermeture, il était impossible pour nous les bouchers de non seulement trouver de la viande mais si on en trouvait, le prix était élevé. Les acheteurs sont obligés de venir très tôt pour espérer avoir de la viande.*

BOUCHER DU MARCHÉ DE TENGRELA »

Le manque de disponibilité de la viande de bœuf a entraîné une surenchère entretenue par les bouchers et autres vendeurs des localités minières.

« *Autour de nous, tout est mine d'or et c'est dans le même coin on va acheter la viande, les bouchers qui sont dans les coins où y'a mine d'or nous fatiguent, ils achètent plus cher que nous et on est obligé de les suivre en augmentant le prix du kg. Nous on veut que la population mange la viande, quand on achète le kg à 1800 pour revendre à 2000, ceux des mines d'or viennent proposer 2000 pour revendre à 2200 parce que y'a l'argent là-bas, nous ça nous fatigue.*

BOUCHER À TENGRELA »

La baisse du trafic sur les voies principales a entraîné une baisse des activités économiques.

« *Avant la fermeture des frontières, cette route que vous voyez était très fréquentée. Le commerce marchait. Mais quand ils ont fermé les frontières, les passagers ne passaient plus par la route, ils passaient par la brousse. Ce qui fait que le commerce ne marchait plus.*

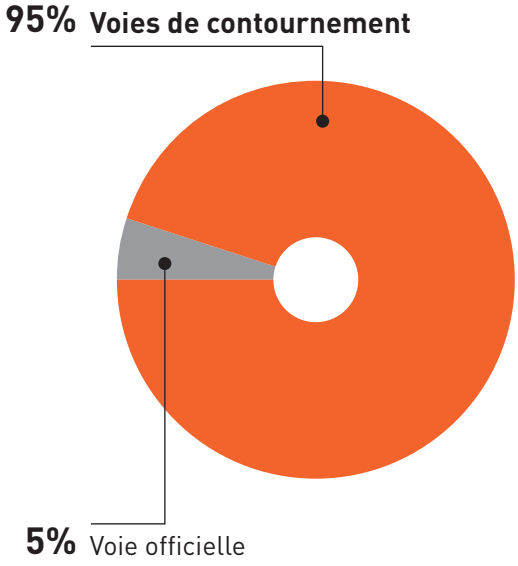
H JM, NOTABLE À KOGUIENOU »

Il résulte de toute cette situation la dégradation des conditions de vie des populations entrainant la dislocation des cellules familiales.

« *La cherté de la vie dans la localité a poussé certaines de nos sœurs (femmes commerçantes) à quitter leur foyer et aller à Kadiana (Mali) pour faire un deuxième foyer avec un orpailleur car ce sont les orpailleurs qui ont l'argent, est-ce que tu vois un peu ? On a eu des financements de la première dame; mais le remboursement avec 10% nous fatigue car les choses ne marchent plus, il y'a certaines femmes qui ont fui parce qu'elles n'arrivaient pas à rembourser l'argent.*

PRÉSIDENTE DES FEMMES COMMERÇANTES DE TENGRELA »

Diagramme 4 : proportion de voies utilisées



Au niveau sécuritaire

PROLIFÉRATION ET AMPLIFICATION DES VOIES DE CONTOURNEMENT

Nous estimons que 95 pour cent des personnes interrogées ont affirmé que les pistes de contournement sont les voies les plus utilisées par les individus pour traverser les frontières pendant la fermeture des frontières.

En plus des voies de contournement existantes, la fermeture des frontières a conduit à une démultiplication de voies pour tenter d'échapper au contrôle des FDS ou à défaut réduire les frais de route dans la mesure où une bonne partie de ces voies étaient connues des FDS qui y effectuaient des contrôles par moment :

« *Chaque fois qu'une voie était découverte et que des barrages étaient érigés, les gens créaient de nouvelles voies,*
NOTE UN OFFICIER DES FDS »

Ces voies étaient essentiellement utilisées par les engins à deux et à trois roues (moto et tricycle). Des formes d'arrangements étaient ainsi faits entre les FDS et les usagers, générant une économie illicite. Ces « petits arrangements » ont réussi à apaiser les tensions et créé des affinités fortes entre les FDS et les populations.

« *La destruction ou la sécurisation des pistes de contournement participe à la création d'une autre piste par les chauffeurs de taxi-moto. Ils ne se rendent pas compte du danger. Les jeunes créent les pistes de contournement quand ils le peuvent et dès que c'est nécessaire pour eux.*
FDS POSTE FRONTALIER DE NIGOUNI »

Une femme habituée des voies de contournement raconte son quotidien pendant la fermeture en ces mots :

« *Moi je vends du poisson sec, je fais Sénégal, Mali, Mauritanie, Gambie pour mon commerce. A la fermeture des frontières, je passais par des voies de contournement, quand le chauffeur me dépose dans le premier village du Mali (Kadiana à 30 Km), on marche et on rentre. Souvent, c'est pendant la nuit qu'on voyageait, on peut quitter ici à 4h du matin.*
COMMERÇANTE DE TENGRELA »

Cette démultiplication des voies de contournement suscite des inquiétudes au sein de la population locale :

« *Les conducteurs de mototaxis ont fait découvrir toutes les pistes de contournement aux étrangers. Si quelqu'un veut faire du mal à Tengrela, il va rentrer et faire ce qu'il veut puis ressortir sans être inquiété.*
AUTORITÉ MUNICIPALE »

Les populations locales accusent les mototaxis de favoriser l'afflux et le reflux des inconnus incluant des orpailleurs illégaux :

« *Ce sont les mototaxis qui font rentrer toutes les personnes bizarres que nous retrouvons sur les sites d'orpaillage clandestins. Ils transportent n'importe qui dans la ville pourvu qu'il donne son argent. Le gain fait qu'ils ne mesurent pas les risques qu'ils font courir à toute la population.*
AUTORITÉ MUNICIPALE TENGRELA »

La non-existence de postes de contrôle frontaliers officiels dans certaines localités comme Kalamon a fait d'elles des passages privilégiés :

« *Ici à Kalamon, la frontière n'a jamais été fermée. Il y a beaucoup de pistes et il n'y a pas de postes de contrôle fixes. On n'a pas senti la fermeture de la frontière. Bien au contraire, beaucoup de personnes préféraient venir passer ici pour aller au Burkina ou pour rentrer en Côte d'Ivoire. C'est quand tu rencontres les FDS en patrouille qu'il y a problème, mais on «gérait» avec eux. Même après la réouverture, rien n'a changé. Les gens continuent de passer ici.*
LEADER DES JEUNES À KALAMON »

ACCROISSEMENT DES VOLS DE MOTOS ET DE BÉTAILS

L'accroissement des vols de motos et de bétails est une manifestation des risques induits par la fermeture des frontières. Selon un président d'association, la fermeture des frontières ayant entraîné le chômage chez certains jeunes, le vol était devenu pour eux un moyen de survie. Les voies de contournement leur offrant une possibilité de traverser incognito la frontière pour vendre leur butin.

« *Il ne se passe pas de jour sans que quelqu'un ne dise qu'il a été victime de vol de sa moto à Tengrela ici. Tous les jours c'est comme ça.* »

Un élu renchérit :

« *Sans forcément être en lien avec la fermeture des frontières, les vols de bétails sont récurrents ici, c'est une criminalité bien organisée qui prenait sa source au Mali ; à l'époque lorsqu'on te volait les bœufs et qu'on franchissait la frontière c'était fini.* »

ACCENTUATION DES RACKETS

La fermeture des frontières a favorisé les arrangements entre les FDS et les usagers des frontières. Ils négociaient la traversée avec des espaces espèces sonnantes et trébuchantes. Pour un président des conducteurs de mototaxis :

« *Les corps habillés ne font pas leur travail ici, ils sont là pour leur intérêt. Ils sont là pour s'enrichir dans les corridors, ils sont au corridor pour le racket, ceux qui traversent la frontière pour aller ou venir du Mali sont*

obligés de les «gérer»(soudoyer). Un corps habillé m'a demandé de le «gérer», moi un Ivoirien, parce que j'accompagnais ma sœur au Mali à moto. Comme j'ai refusé, il a fouillé nos bagages, même dans sachet de sel. Je lui ai abandonné les sachets de sel et j'ai dit que je ne paie rien dans mon propre pays alors que je suis en règle. »

Ce phénomène de racket est aussi dénoncé dans la localité de Papara :

« *Quand tu es sur une mototaxi, arrivé à chaque barrage, le chauffeur paie et le passager paie. Et pour ceux qui n'ont pas de parents dans le village, c'est très compliqué. Souvent les passagers bloqués par les FDS nous appellent (jeunes de la localité de Papara) pour plaider afin qu'on les laisse passer. Quand on arrive, ils (les FDS) vont dire que le passager leur a mal parlé (a dit des insolences), même si c'est un bobo(sourd-muet) qui ne parle pas, ils vont dire qu'il a parlé mal. Ils sont là à cause de l'argent. Eux c'est l'argent qu'ils se font qui les intéresse.* »

Carrefour de la Mairie de Tengrela

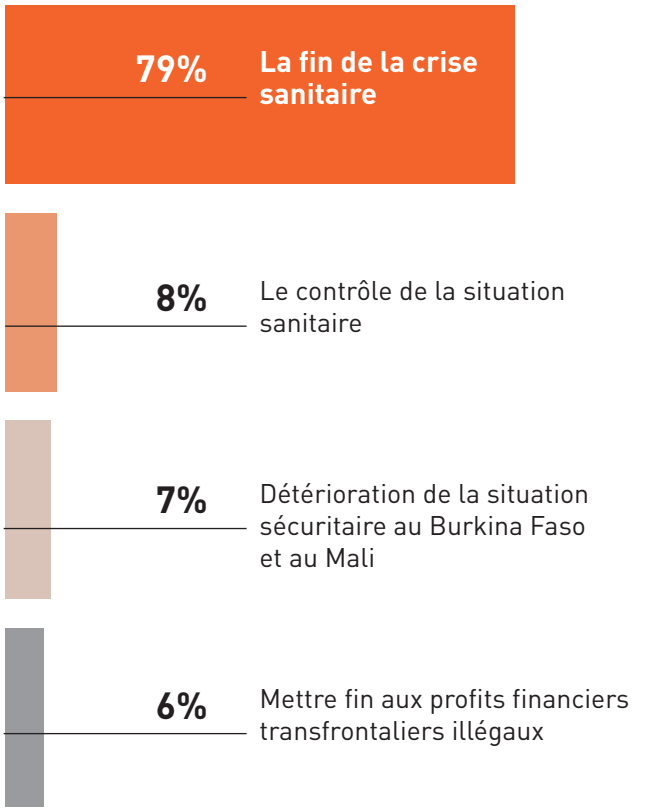
6 Les effets perçus de l'ouverture des frontières

La réouverture des frontières terrestres, fermées le 22 mars 2020 pour lutter contre la propagation du Covid-19, a été motivée en ces termes :

> « Le Conseil a adopté un décret portant ouverture des frontières terrestres de la Côte d'Ivoire. Au regard de l'évolution favorable de la situation sanitaire mondiale et de la reprise des activités économiques, les frontières aériennes et maritimes ont été ouvertes. Dans cette même dynamique, le décret adopté ce jour fixe l'ouverture des frontières terrestres pour compter de mercredi 15 février 2023 à minuit.
> COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRE DU 14 FÉVRIER 2023 »

Une frange importante des personnes interrogées (79%), soutiennent également que c'est effectivement la fin de la COVID qui a présidé à l'ouverture des frontières.

Diagramme 5 : raisons de la réouverture des frontières



6.1 Les dynamiques persistantes

L'ouverture des frontières a réduit ou fait disparaître certaines dynamiques tandis que d'autres demeurent. Et parmi celles qui persistent, nous pouvons citer les suivantes :

Au niveau économique et social

PERSISTANCE DE LA CHERTÉ DE LA VIE

Conformément à un constat fait sur le plan national, les localités frontalières du nord de la Côte d'Ivoire connaissent également une flambée des prix des denrées de grande consommation[5] et des produits phytosanitaires (par exemple B6 coutait 9000 f pendant la fermeture et est revenu à 7 000 f après l'ouverture). Cette hausse des coûts trouve ses origines dans des facteurs endogènes et exogènes, notamment la multiplication des postes de contrôle qui induit un surcoût lié au racket, mais également la hausse de la demande par rapport à l'offre en raison de l'afflux des commerçants maliens et burkinabé qui viennent s'approvisionner sur les marchés locaux.

> « *Aujourd'hui il y a une ruée vers Tengrela, les gens viennent de partout pour acheter les denrées donc les prix ne peuvent pas diminuer. Les cars qui viennent de Bamako entrent ici directement sans problème. Il y a toutes les denrées maintenant.*
>
> *L'ouverture des frontières n'a aucun impact positif sur la cherté de la vie, le prix des denrées est plus élevé qu'avant, seulement les denrées ne manquent plus sur le marché, on trouve tout et régulièrement.* »

PERSISTANCE DE LA BAISSE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES MALGRÉ LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES

La fermeture des frontières ayant occasionné la baisse du trafic de passagers, il s'en est suivi une baisse de la clientèle entraînant un ralentissement des activités commerciales.

> « *Quand ils ont fermé les frontières, les gens ne passaient plus ici. Donc le commerce ne marchait pas. On a perdu nos fonds de commerce. Quand ils ont ouvert la frontière, on a pris des crédits pour reprendre le commerce. Mais les activités ne marchent toujours pas parce que les gens ne passent plus ici comme avant. On va perdre encore l'argent qu'on a emprunté. On veut qu'on nous*

[5] Le riz local coûtait 700 f le kilo à Ouangolodougou pendant la fermeture mais coûte 600 francs après l'ouverture. Il coutait 500 f avant la fermeture.

permette d'ouvrir un marché ici. Comme ça, les gens viendront et les activités vont reprendre.

COMMERÇANTE DE KOGUIENOU »

Dans certaines localités frontalières telles que Doropo, l'ouverture des frontières, qui a entrainé le ralentissement de certaines activités génératrices de revenus telles que les mototaxis, conjuguée aux problèmes sécuritaires des pays frontaliers ont contraint plusieurs personnes au chômage.

« *L'ouverture des frontières a mis au chômage plusieurs jeunes qui gagnaient beaucoup d'argent grâce aux mototaxis. L'insécurité au Burkina aussi a freiné le commerce de bœufs. Les anciens acheteurs de bœufs traversent des difficultés. Il y a donc moins de camions qui arrivent. Ce qui entraîne la diminution des activités des mécaniciens. L'anacarde n'est pas bien acheté. Beaucoup de jeunes n'ont pas d'activités et passent leur temps dans les grins. Certains ont tenté l'exode mais sont revenus.*

RESPONSABLE DE TRANSPORTEURS À DOROPO »

PERSISTANCE DES DIFFICULTÉS DES FEMMES COMMERÇANTES ET DES JEUNES

Certains postes douaniers supprimés auparavant ont été rouverts. Ceci a pour conséquences, d'accroître les contrôles et d'alourdir les procédures douanières et le temps d'acheminement des marchandises.

« *Cette lourdeur administrative réduit la fréquence des déplacements des femmes commerçantes vers le Mali, entraînant une perte de revenus. Le temps de passage des produits aux barrages des douaniers est passé de 2 à 7 ou 8 jours. Pour mitiger ces difficultés, certaines d'entre nous choisissent les voies de contournement.*

PRÉSIDENTE DES FEMMES COMMERÇANTES. »

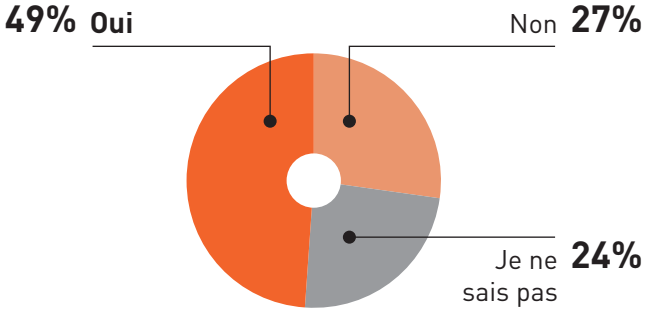
Au niveau sécuritaire

USAGE DES VOIES DE CONTOURNEMENT ET DES MOTOTAXIS

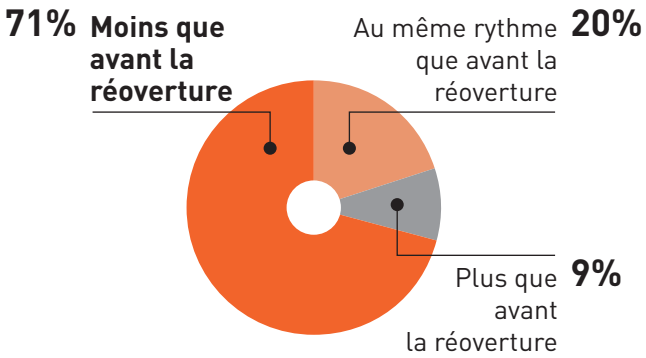
Les difficultés liées à la dématérialisation des frontières entre la Côte d'Ivoire et les pays voisins rendent presqu'impossible

Diagramme 6 : les voies de contournement

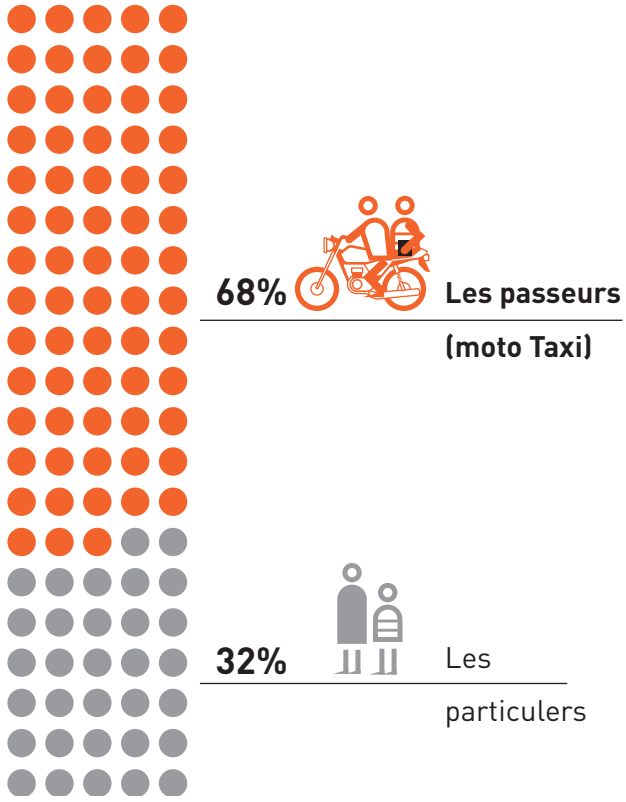
PERCEPTION DE LA PERSISTANCE DE L'UTILISATION DES VOIES DE CONTOURNEMENT



FRÉQUENCE DE L'UTILISATION DES VOIES DE CONTOURNEMENT APRÈS L'OUVERTURE DES FRONTIÈRES



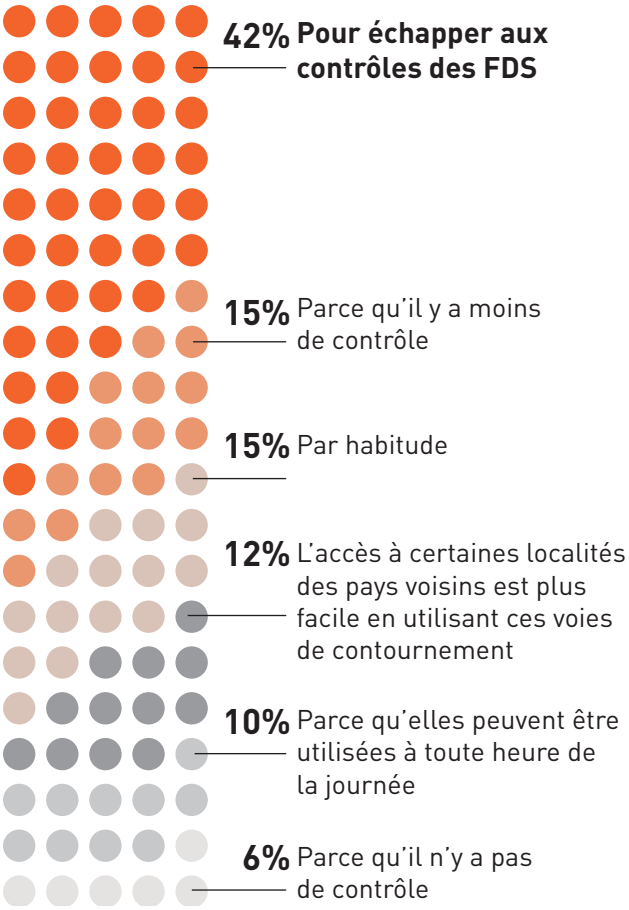
UTILISATEURS DES VOIES DE CONTOURNEMENT



leur contrôle. Cette porosité favorise leur violation à travers l'usage des voies de contournement. Il a été donné de constater une démultiplication de ces voies de contournement à la faveur de la fermeture des frontières. Il va sans dire que le contournement des postes de contrôle aux frontières nord de la Côte d'Ivoire, avec le Burkina Faso et le Mali, constitue une préoccupation majeure pour les autorités ivoiriennes, surtout que l'ouverture des frontières n'a pas mis fin à cette dynamique. Un leader de la communauté Senoufo d'une localité de Tengrela explique que la persistance de ce phénomène est en partie due à l'absence de voies d'accès à certains villages frontaliers.

> « *Les villages sont situés en majorité loin des voies principales. On y accède que par des pistes. D'où la facilité pour les mototaxis de créer des pistes de contournement pour y accéder.*
>
> CHEFFERIE SÉNOUFO DE TENGRELA »

Diagramme 7 : Persistance de l'utilisation des voies de contournement



Ainsi, à la question, « *Savez-vous si depuis l'ouverture des frontières terrestres, les voies de contournement sont toujours utilisées pour rallier les différents pays ?* », presque la moitié des personnes interrogées a répondu par l'affirmative.
Toutefois, une grande partie de la population (72 pour cent) pense que l'usage de ces pistes n'est pas aussi fréquent que pendant la fermeture.

Ces voies sont majoritairement utilisées par les mototaxis.

Toutefois, les chauffeurs de mototaxis interrogés dans les localités couvertes par l'enquête ont estimé que la décision d'emprunter les pistes de contournement vient souvent de certains passagers pour éviter les tracasseries sur les voies officielles ou échapper aux contrôles sanitaires.

> « *L'emprunt de ces voies de contournement est souvent encouragé par les passagers lorsqu'ils sont pressés ou s'ils veulent éviter les agents de santé, donc ils préfèrent soudoyer un chauffeur de taxi moto pour prendre la voie de contournement. Aussi compte tenu des rumeurs sur les vaccins requis pour la traversée (les vaccins rendraient stériles), les gens préfèrent utiliser les pistes de contournement.*
>
> (CHAUFFEUR DE MOTOTAXI DE NIGOUNI) »

Nous notons que 42% des personnes interrogées pensent que ces pistes sont toujours pratiquées, malgré la réouverture des frontières, pour échapper aux contrôles des FDS.

Selon des personnes interrogées, il y a des risques que les mototaxis transportent des extrémistes ou autres combattants burkinabés. Des conducteurs de moto interrogés à Doropo ont mentionné avoir transporté des jeunes qui fuyaient du Burkina pour éviter d'être enrôlés dans les groupes d'auto-défense. Quelques-uns de ces jeunes disent avoir reconnu, parmi ceux qui sont venus trouver refuge en Côte d'Ivoire, des jeunes qui avaient pris les armes pour le compte des VDP mais qui avaient ensuite renoncer parce que suspectés d'avoir fourni des informations aux groupes djihadistes.

De leur point de vue, la fermeture ou l'ouverture des frontières n'aurait en rien empêché l'entrée des combattants ou autres extrémistes sur le territoire ivoirien. Ils auraient trouvé refuge dans les localités frontalières à moto ou à pied.

Un membre des FDS, interrogé à Doropo, déclare que la présence régulière des VDP le long des frontières burkinabés pourraient créer une nouvelle offre pour ces jeunes de Doropo continuellement au contact avec ces groupes armés. Ces jeunes pourraient en effet être sollicités par ces groupes

Minignan - Carrefour stratégique des frontières de la Guinée et du Mali : un point névralgique reliant les frontières de la Guinée et du Mali

pour les approvisionner ou leur fournir des informations. Ils pourraient également proposer leurs services lorsque leur activité connaitra un déclin.

En dépit de la réouverture des frontières, cette pratique continue. Cet état de fait serait imputable aussi bien aux usagers qu'aux exploitants des mototaxis même si cette activité ne rapporte pas autant que pendant la fermeture des frontières :

« *Actuellement, il y a des gens quand ils sont pressés, ils prennent moto pour partir rapidement. Ce sont eux-mêmes qui ont fait que cette activité ne peut pas finir. C'est vrai que ça a diminué. Ça ne rapporte plus comme avant parce qu'il y a des voitures qui font la ligne. Les voitures qui viennent d'ailleurs peuvent partir directement, il y a même un car qui charge ici pour aller jusqu'à ??? Mais les gens s'en sortent dedans. Il y en a qui utilisent leurs tricycles pour faire moto taxi en ville pendant la journée. Les soirs, quand les cars arrivent, ils sont à la gare pour proposer leurs services aux voyageurs qui arrivent.* »

''Y A COMBIEN DEDANS ?''

Bako (2003,17) indique que les FDS transforment le pouvoir de contrôle de la conformité des actes des usagers qui leur reconnait la loi en une stratégie de ponction potentielle de fonds.

Ce pouvoir discrétionnaire pourrait permettre à l'agent de trouver ou inventer une infraction pour obliger l'usager à la négociation. Ainsi, pour éviter la perte de temps, les usagers entre dans une négociation qui se conclue à coup de billets de banque[6]. Un chauffeur de mototaxi de Nigouni évoque dans les mêmes termes, le racket comme principale raison pour laquelle, ses collègues et lui empruntent les pistes de contournement.

« *Aujourd'hui, même si tu as tous tes papiers au complet, le corps habillé va te demander de le "gérer", c'est pourquoi on prend toujours les voies de contournement pour échapper aux contrôles. Quelquefois, pour parcourir 15 ou 20 Km, tu vas trouver 4 ou 5 barrages, tu vas payer 2000 à chaque barrage, donc on prend le risque de passer par voie de contournement avec l'accord des passagers.*

CHAUFFEUR DE MOTOTAXI, NIGOUNI (TENGRELA) »

Pour d'autres aussi :

« *Les FDS ne surveillent plus la population, c'est nous-mêmes qui les surveillons, ils sont venus au nord pour de l'intérêt, quand ils savent qu'ils sont affectés ici, c'est la joie totale car ils savent qu'ils vont racketter les chauffeurs. Ils ne contrôlent plus les passagers mais demandent de l'argent à tous ceux qui veulent traverser la frontière.*

CHAUFFEUR DE TAXI MOTO À TENGRELA »

Les commerçantes transfrontalières sont rarement, selon une autorité douanière, à jour des documents administratifs

[6] Arifarin Nassirou, BAKO (2003). La corruption quotidienne au Benin Parakou. LASDEL-IRD, rapport № 17

afférents à leurs activités. Cette situation les expose à des sanctions financières pour lesquelles elles trouvent des arrangements avec les FDS.

> *L'ignorance et la volonté de gagner du temps dans ces opérations commerciales amènent les femmes à préférer les arrangements avec les FDS que de se mettre en règle.*
> COMMERÇANTE DE OUANGOLODOUGOU

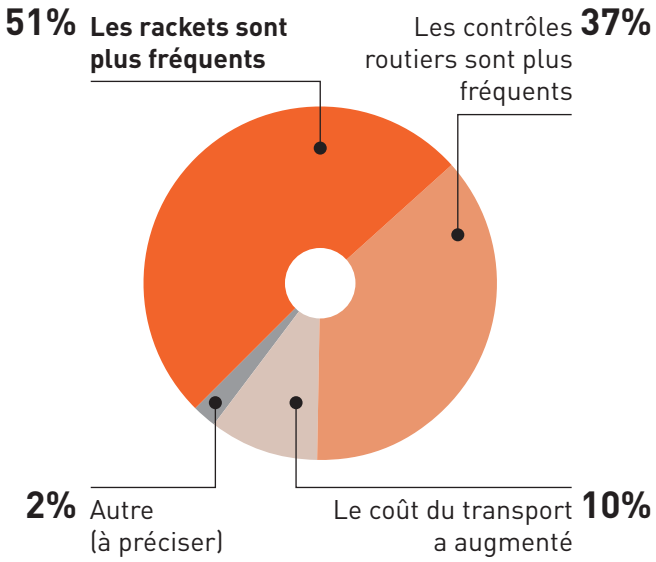
Cette tendance des FDS à préférer les arrangements avec les commerçants et autres voyageurs expose le pays à des risques de sécurité selon un leader communautaire de Papara.

> *Pourvu que tu aies de l'argent pour soudoyer les FDS, tu peux traverser les frontières ivoiriennes et y faire entrer tout ce que tu veux, même les produits prohibés et les personnes dangereuses comme les djihadistes sans être inquiété outre mesure. C'est Dieu même qui nous sauve !*

Dans le même ordre d'idée, un transporteur transfrontalier de Doropo-Burkina, affirme que :

> *Si quelqu'un veut venir faire du mal, il peut passer tranquillement s'il paye. Les FDS au poste frontalier ont des paroles frustrantes. Ils utilisent un langage grossier et codé assimilant les passagers étrangers à des marchandises et des choses. ''y a combien dedans'' pour signifier le nombre d'étrangers que nous transportons et par conséquent la somme que nous devrions collecter d'avance à leur profit. Pendant les contrôles d'identité, c'est juste l'argent qui les intéresse.*

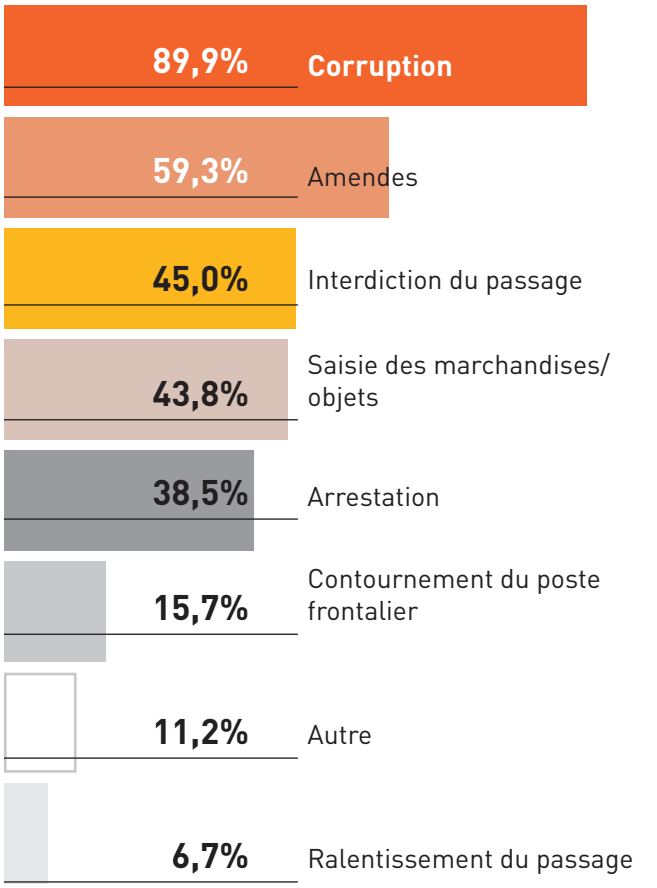
Diagramme 8 : obstacles à la circulation des personnes et des biens



En tout état de cause, la majorité des personnes interrogées (51%) identifie le racket sur les nombreux points de contrôle routier (37%) comme des obstacles à la circulation des personnes et des biens.

Cette situation crée des tensions avec la population. En effet, selon la majorité de la population, les principales causes de conflits entre la communauté et les agents de sécurité sont principalement les demandes de paiement au passage (89,9%), les amendes (59,3%), la saisie de marchandises et d'objets (43,8%), ainsi que l'interdiction de passage (45%).

Diagramme 9 : motifs des causes de conflits



FERMETURE DES SITES D'ORPAILLAGE ET RECRUDESCENCE DES ACTIVITÉS CRIMINELLES

L'activité d'orpaillage représentait une source d'emplois pour de nombreux jeunes Ivoiriens, Burkinabé, Maliens et Guinéens. Avec la fermeture des sites d'orpaillage à Tengrela, conjuguée à la réouverture des frontières, certains jeunes se retrouvant sans emploi s'adonnent au vol de bétail et d'engins à deux ou trois roues, et à d'autres activités criminelles telles

que les vols *« en réunion à mains armées. »* (Un leader communautaire de Tengrela).

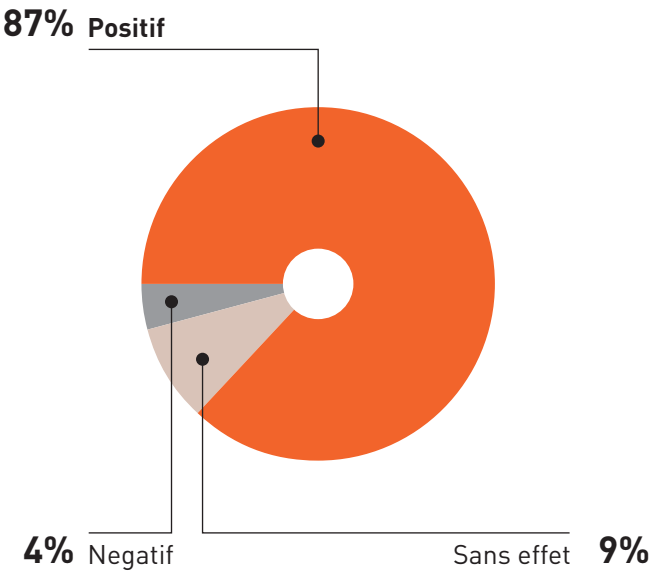
La réouverture des frontières ne comporte pas que des points péjoratifs/ négatifs. Cette décision étatique est aussi une source d'opportunités d'affaires pour les populations. Pendant la fermeture des frontières, les femmes commerçantes s'exposaient nuitamment aux risques sécuritaires afin de ravitailler le marché. Mais, avec la réouverture des frontières, elles ne sont plus obligées de sortir à 4h du matin et emprunter des moto-taxis pour aller à Kadiana par les voies de contournement. Ainsi elles n'encourent plus le risque de se faire violer ou voler par des groupes armés dissimulés dans les brousses.

6.2 Les opportunités perçues liées à l'ouverture des frontières

La fermeture des frontières représentait une source multiforme de contraintes pour les populations locales et autres passagers. Cette mesure a impacté les activités économiques. C'est à juste titre que la réouverture a suscité un sentiment de liberté retrouvée, de bouffée d'oxygène, un soulagement pour toutes les communautés.

> *L'ouverture des frontières est plus avantageuse pour la population que pour les FDS et les autorités administratives, elle a permis à la ville d'être plus animée qu'avant, il y'a plus de 6 nouvelles compagnies, ce qui freine le taux de circulation des moto taxis.*
>
> CULTIVATEUR À TENGRELA

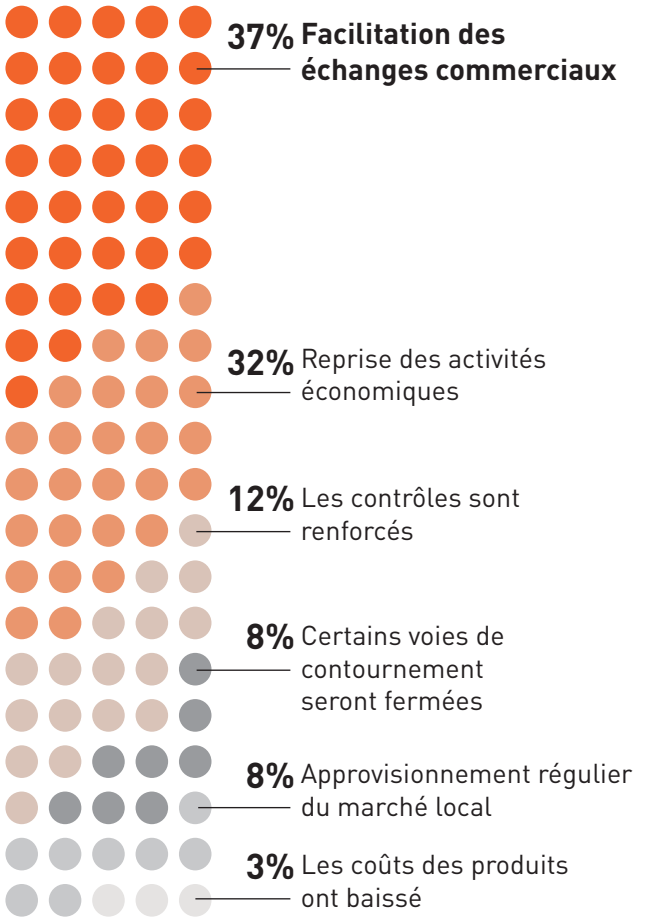
Diagramme 10 : perception sur la réouverture des frontières



Cette opinion est corroborée par les données quantitatives. Nous estimons que 87 % des personnes interrogées ont une perception positive de la réouverture des frontières.

À la question "Quels ont les effets positifs de cette réouverture", les opinions divergent. Mais les deux avis dominants soulignent la facilitation des échanges commerciaux (37% des personnes interrogées) et la reprise des activités économiques (32% des personnes interrogées).

Diagramme 11 : Effets positifs de la réouverture des frontières

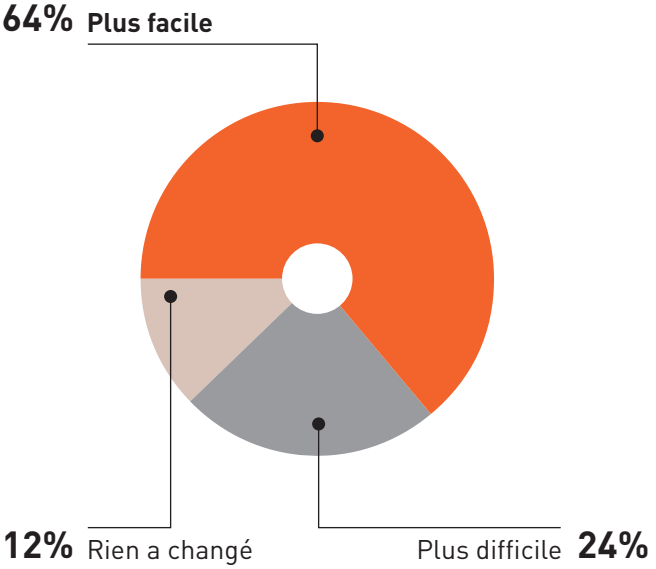


EFFETS PERÇUS DE LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES SUR LA MOBILITÉ TRANSFRONTALIÈRE

À la question, "Comment qualifiez-vous les déplacements entre votre localité et le (s) pays voisins depuis la réouverture des frontières terrestres ?"

Pres de 63% des personnes interrogées ont affirmé que les déplacements sont devenus plus faciles depuis la réouverture des frontières.

Diagramme 12 : fluidité de déplacement entre les localités frontalières et les pays voisins



Cette réponse est partagéee par un commerçant de Tengrela ;

« *Aujourd'hui tu quittes à Tengrela le matin, tu rentres à Bamako sans problème en passant par la voie officielle.*
TENGRELA »

La réouverture des frontières a permis de renouer les liens entre les différentes communautés vivant de part et d'autre des frontières.

« *La fermeture des frontières nous a coûté cher. Quand il y avait les évènements heureux ou malheureux, on était obligé d'envoyer juste quelques personnes nous représenter parce que le voyage était difficile et coûteux. Aujourd'hui avec la réouverture des frontières, tous ceux qui veulent aller participer aux événements ou voir la famille peuvent y aller plus facilement.*
CHEF DE COMMUNAUTÉ BURKINABÈ DE DOROPO »

LA REPRISE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

L'ouverture des frontières a permis une reprise des activités. La crise sécuritaire au Burkina et les mesures prises par les autorités de la Côte d'Ivoire de limiter l'exportation de certaines denrées vers les pays voisins ont favorisé le fait que les commerçantes ivoiriennes ont commencé à se ravitailler localement.

« *Il y a une femme qui nous livrait l'arachide. Une fois, on a passé notre commande. Elle a donné au camionneur à qui elle remet habituellement là pour nous l'envoyer. Arrivé à la frontière, les autorités burkinabés lui on dit qu'il y a certains produits qui ne peuvent plus sortir du pays à cause de la crise. Depuis ce jour-là, tout est bloqué. Notre commande est restée là-bas. On ne peut plus prendre de produits là-bas (...). On paye maintenant à Korhogo.*
COMMERÇANTE DOROPO »

En revanche, des formes de subventions sont octroyées, par des grands commerçants ou par des structures étatiques, à des femmes burkinabés qui ont une bonne capacité de pénétration des marchés ivoiriens. Celles-ci s'y rendent pour acheter en grande quantité des produits sur les marchés ivoiriens afin d'alimenter le marché burkinabé et faire des réserves :

« *Il y a des femmes qui connaissent les jours de marché, depuis ici jusqu'à Adzopé. Les jours de marché, elles envahissent les marchés très tôt. Elles achètent tous vos produits. Et elles font partir ça au Burkina.*
AUTORITÉ MUNICIPALE OUANGOLODOUGOU »

Selon une autorité municipale de Doropo, cette situation est préoccupante et risque d'affecter la sécurité alimentaire de la Côte d'Ivoire. Par le passé, une grande partie des produits alimentaires venait du Burkina. Mais les mesures de protectionnisme adoptées par les autorités burkinabè ont inversé la tendance. L'approvisionnement du marché local s'en trouve affecté dans la mesure où la demande est devenue plus forte que l'offre. Par ailleurs, les échanges commerciaux sous régionaux ont repris, constate un leader de jeunesse de Ouangolodougou.

DISPONIBILITÉ DES MARCHANDISES DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

L'ouverture des frontières facilite les échanges le ravitaillement du marché local selon les communautés locales.

« *Depuis l'ouverture, les produits de première nécessité ainsi que les produits phytosanitaires sont à nouveau disponibles.*
COMMERÇANTE TENGRELA »

La fermeture des frontières représentait une source multiforme de contraintes pour les populations locales et autres passagers. Cette mesure a impacté les activités économiques. C'est à juste titre que la réouverture a suscité un sentiment de liberté retrouvée, de bouffée d'oxygène, un soulagement pour toutes les communautés.

« *L'ouverture des frontières est plus avantageuse pour la population que pour les FDS et les autorités administratives, elle a permis à la ville d'être plus animée qu'avant, il y'a plus de 6 nouvelles compagnies, ce qui freine le taux de circulation des moto taxis.*
CULTIVATEUR À TENGRELA »

Carrefour ancien conseil régional de Minignan menant aux différentes piste des frontières

À la question *« Quels ont les effets positifs de cette réouverture ? »*, les opinions divergent. Mais les deux avis dominants soulignent la facilitation des échanges commerciaux (37 % des personnes interrogées) et la reprise des activités économiques (32% des personnes interrogées).

OPPORTUNITÉS SUR LA SÉCURITÉ LOCALE

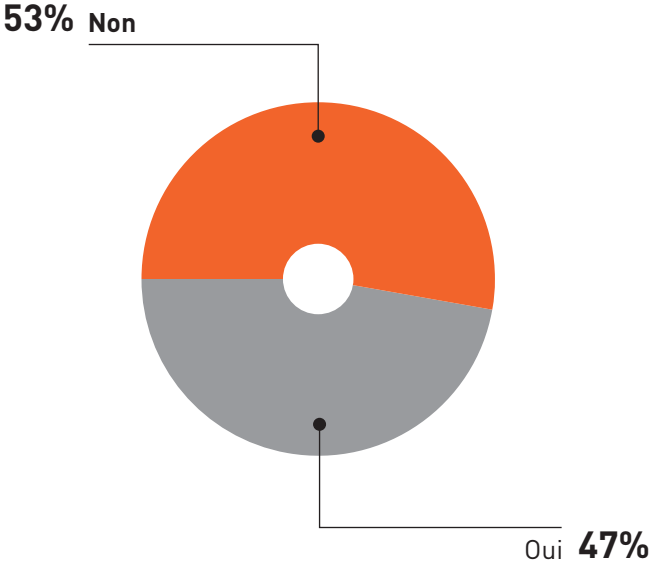
Le transport transfrontalier ayant repris, la plupart des passagers empruntent les voies officielles. Ce qui permet aux autorités sécuritaires de contrôler les flux et renforcer ainsi le dispositif sécuritaire.

> « *Nous sommes un peu soulagés depuis la réouverture des frontières. Même si certaines personnes continuent d'emprunter les voies détournées, la grande majorité passe par les voies officielles. Les corps habillés peuvent au moins contrôler leur identité.* »

FACILITATION DES DÉPLACEMENTS DES DEMANDEURS D'ASILE

Les personnes interrogées (53%) ont constaté que la réouverture des frontières a entraîné une arrivée massive des réfugiés dans le nord de la Côte d'Ivoire.

Diagramme 13 : perception de l'immigration en lien avec la réouverture des frontières



6.3. Les risques perçus liées à l'ouverture des frontières

TENSIONS AUTOUR DES RESSOURCES NATURELLES EN GENDRÉES PAR LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES

Il existe dans les localités couvertes par l'étude des tensions latentes autour des ressources naturelles dont certaines ont été renforcées par la réouverture des frontières.

RESSOURCES POUR LES ACTIVITÉS AGRICOLES

L'agropastoralisme représente une des activités économiques pratiquées par des habitants des localités autour du parc national de Comoé. Durant les périodes de sécheresse, ces éleveurs sont confrontés au défi de l'eau et de zones de pâture pour leurs animaux. De nombreux éleveurs burkinabè, fuyant les exactions de l'armée burkinabè et les VDP d'une part, et d'autre part les groupes extrémistes, ont trouvé refuge avec leurs cheptels de bœufs principalement dans la région du Bounkani à la faveur de l'ouverture des frontières. En effet, l'entrée massive de bœufs sur le sol ivoirien a été soulignée par de nombreux interlocuteurs comme un risque important de conflits :

> « *La seule chose que nous craignons c'est un peu la cohabitation avec les éleveurs. Les Peuls sont les plus nombreux parmi les réfugiés. Il y a parmi eux beaucoup d'enfants et de femmes. Je pense que la probabilité de conflit entre les femmes réfugiées peuhles et la communauté autochtone est faible en ce sens que les premières ne cultivent pas. Mais l'inquiétude se situe du côté des éleveurs surtout ceux qui sont descendus vers Niamoué, Bouko.* »

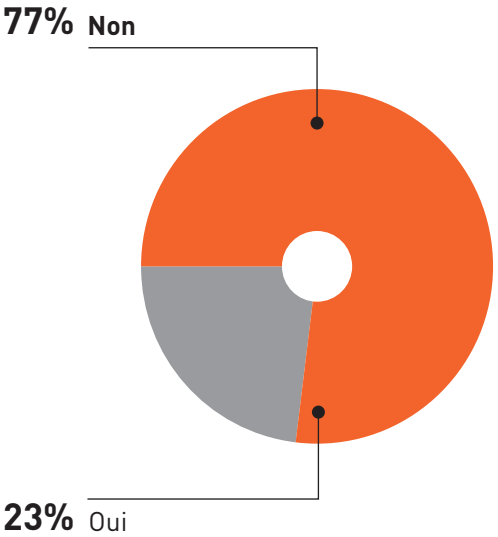
En dehors de la pression sur les ressources naturelles, certains habitants estiment que l'arrivée de ces cheptels de bœufs sur le territoire ivoirien est un avantage pour la l'industrie qui était confrontée à d'énormes difficultés durant la période où les frontières étaient fermées et la dégradation de la situation sécuritaire au Burkina. À Koguiénou, par exemple, les Lobi pour qui l'agriculture constitue la principale activité économique, considèrent l'arrivée des éleveurs burkinabè comme une opportunité de main d'œuvre pour la surveillance de leurs troupeaux de bœufs :

> « *Ici, les gens mettent beaucoup leurs enfants à l'école. Donc il n'y a plus personne pour faire les champs et surveiller les bœufs. Ce sont les Peuhls qui sont arrivés qui surveillent les bœufs.*
>
> LEADER COMMUNAUTAIRE PEUHL »

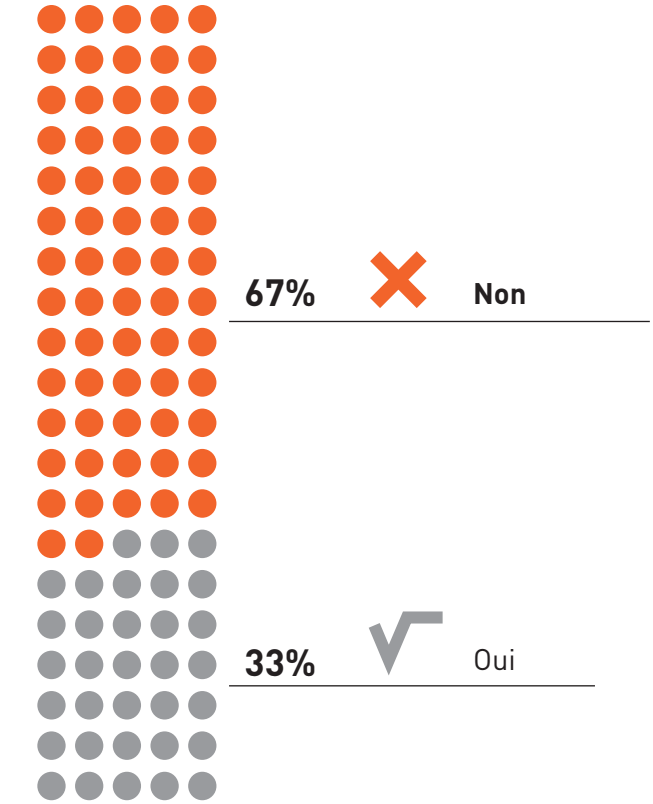
Environ 77% des personnes interrogées estiment que la réouverture des frontières pourrait provoquer des conflits fonciers dans leurs localités.

Diagramme 14 : la demande de terres cultivables

PROBABILITÉS DE CONFLITS FONCIERS DU FAIT DE LA RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES



OBSERVATION D'UNE CROISSANCE DES DEMANDES DE TERRES CULTIVABLES



Poste Frontalière Côte d'Ivoire - Mali de Nigouni (département de Tengrela)

Cela serait due à une demande accrue de terres cultivables (67% des personnes interrogées). Cette demande de terres, est due à l'arrivée massive des réfugiés dans les localités frontalières, surtout à Doropo et Ouangolodougou.

RECHERCHE DE L'OR, RÉCURRENCE DES CONFLITS FONCIERS ET RISQUE DE PÉNÉTRATION DES GROUPES EXTRÉMISTES

La ruée vers les terres de la sous-préfecture de Papara par des orpailleurs de la sous-région qui s'était ralentie à cause de la fermeture des frontières a repris de plus belle. Les conflits intracommunautaires liés au foncier sont devenus récurrents :

> *Des problèmes fonciers liés aux délimitations terriennes sont au cœur des conflits, même quand il y a des procès à la justice, les jeunes continuent la recherche des sites pour l'orpaillage. Les chefs communautaires et chefs de terres sont impliqués dans cette pratique d'orpaillage à cause d'intérêts.... Pour cette raison, la mauvaise foi est la chose la mieux partagée ici aujourd'hui tant avec les vieux que les jeunes.*
>
> D.J. DE PAPARA

Les habitants affirment que la sous-préfecture de Papara est exposée à l'insécurité alimentaire et environnementale à cause des activités d'orpaillage qui entraînent la destruction des terres cultivables.

> « *Tous les champs d'anacardes que vous voyez sont remplis de trous de l'orpaillage, chacun cherche pour lui dans son champ sans bruit, parce que c'est lorsqu'il y a des bruits que les corps habillés viennent vous chasser. Aucune terre n'est épargnée aujourd'hui, avant c'est dans la partie de bas fond que les gens cherchaient de l'or.*
>
> HABITANT DE PAPARA »

L'arrivée massive des personnes déplacées dans les villages et hameaux du pays constitue une source de préoccupation sécuritaire pour les communautés et les autorités.

> « *La ville est exposée à toutes sortes de dangers, l'orpaillage clandestin est une source d'insécurité à cause des étrangers qui rentrent dans la localité sans être contrôlés et la réouverture va aggraver la situation.*
>
> AUTORITÉ MUNICIPALE TENGRELA »

Un habitant de Papara renchérit en ces termes :

« *Il y a même des gens qui ont été au contact des groupes armés du Mali, qui ont fui en se disant qu'ils risquent la mort en y restant.*

DJ DE PAPARA »

La perception des risques liés à l'orpaillage est mitigée au sein de la population de Papara.

« *Les habitants de certains villages font des sacrifices pour avoir de l'or sous leurs terres. Des villages qui comptent sept cases ont des écoles, centre de santé, mosquées grâce à l'orpaillage.*

JEUNE DE PAPARA »

SENTIMENT DE CRAINTE CHEZ CERTAINS MEMBRES DE LA POPULATION

Le sentiment de sécurité au sein de la population à la suite de la réouverture des frontières est mitigé.

« *Les communautés d'ici se sentaient en danger quand il y a eu l'ouverture des frontières car n'importe qui peut désormais rentrer comme sortir du pays. Ce qui nous rassure un peu, c'est que les contrôles routiers se sont accentués ainsi que les mesures sécuritaires sinon avec la crise au Mali, il y a une affluence des réfugiés en Côte d'Ivoire. Les gens rentrent même.* »

En général les personnes interrogées ont bonne perception de l'ouverture des frontières. Dans le département de Tengrela, habituée des rumeurs d'infiltration des groupes extrémistes, la grande majorité des populations se sentent en sécurité parce qu'elle estime que l'ouverture des frontières permet de mieux contrôler les flux des personnes. Quant au département de Doropo qui a connu une des attaques des groupes extrémistes (attaques de Gôgô, sur l'axe Téhini-Doropo), dans la nuit du 18 au 19 octobre 2021, lde Boukô, sur l'axe Doropo-Bouna) la population estime que le renforcement des effectifs des FDS dans leur localité est rassurant.

« ... les enfants et adolescents non accompagnés de 12 à 22 ans foisonnent dans les rues... Certains sont devenus des convoyeurs des gros camions, d'autres traînent dans les rues »

Pour sa part, Ouangolodougou, à cheval sur les frontalières du Mali et du Burkina, deux pays fortement affectés par les groupes extrémistes et frontalière de la région du Bounkani, région ayant connu des attaques extrémistes, la communauté estime également que le renforcement de la présence des FDS est rassurant. En somme, l'on constate que plus on s'éloigne des localités ayant expérimenté des attaques extrémistes, plus la préoccupation des populations porte sur la crainte d'infiltration.

AUGMENTATION DU PHÉNOMÈNE D'ENFANTS ET ADOLESCENTS NON ACCOMPAGNÉS ET LEUR AFFLUX DANS LA LOCALITÉ

Depuis l'ouverture des frontières, les populations interrogées affirment avoir constaté une présence inhabituelle d'enfants non accompagnés.

« *Avec l'ouverture des frontières, les enfants et adolescents non accompagnés de 12 à 22 ans foisonnent dans les rues, surtout à la frontière de Nigouni. Certains sont devenus des convoyeurs des gros camions, d'autres traînent dans les rues.* »

Une opinion partagée par les communautés et les autorités locales soutient que les attaques qui ont eu lieu à Kafolo, à Doropo, et autres localités frontalières du nord étaient toujours précédées par la présence remarquée des enfants non accompagnés. Selon un membre des FDS rencontré à Doropo, ces enfants embrigadés dans les écoles confessionnelles non contrôlées, seraient des indicateurs des groupes extrémistes. En effet, l'isolement et le manque de sentiment d'appartenance risquent d'augmenter la vulnérabilité des enfants face aux organisations d'extrémistes violents.

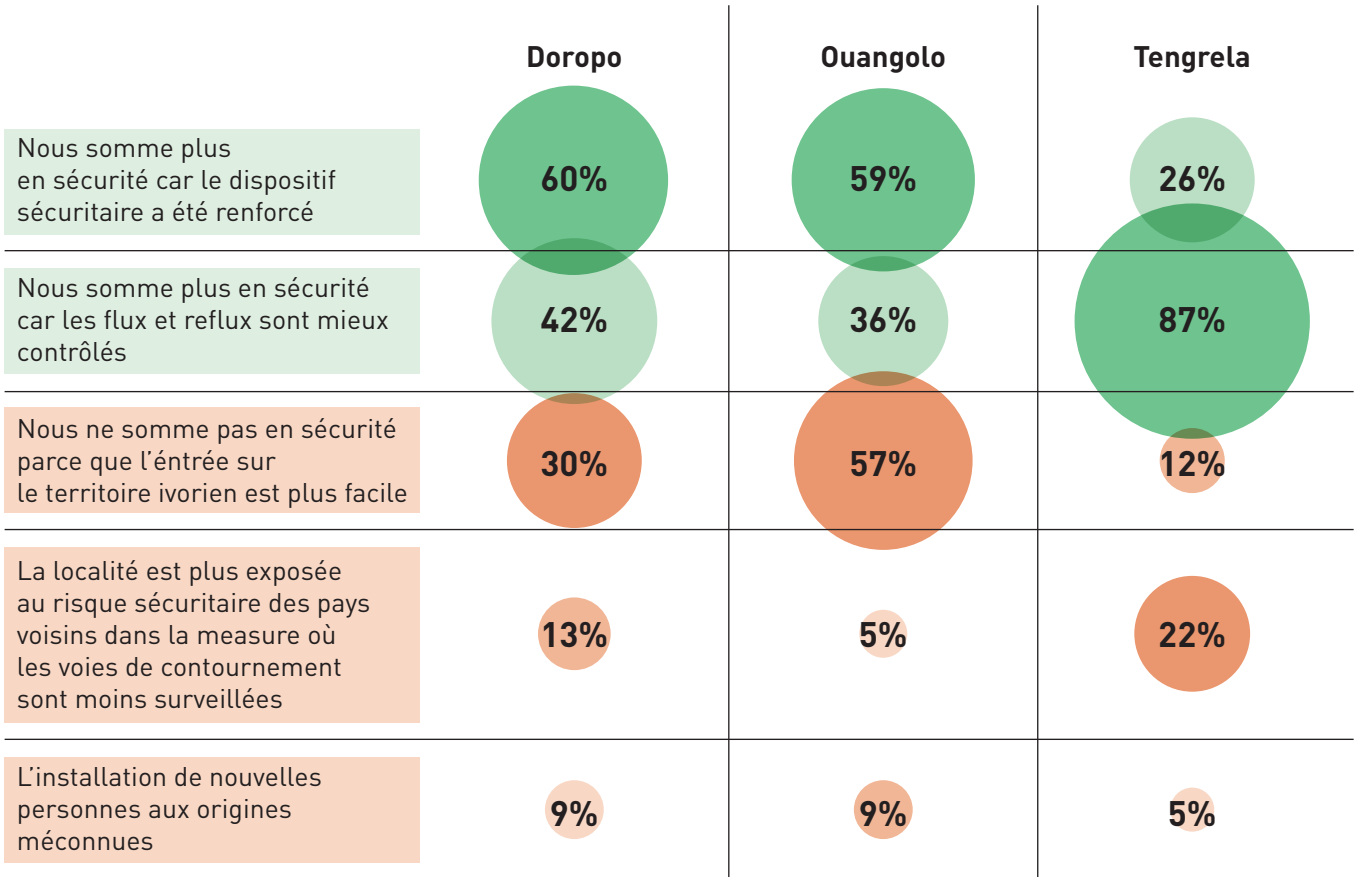
RELATIONS PARFOIS TENDUES ENTRE LES AGENTS DE L'ÉTAT ET LES POPULATIONS

Les ressentiments envers les représentants de l'État oscillent entre une profonde perte de confiance et le sentiment d'une mauvaise gestion des affaires publiques, car les communautés ont une perception des services publiques en déphasage avec leurs attentes. Toutefois, les avis divergent selon qu'on est jeune, transporteur, commerçant, citoyen ordinaire, ainé social, ou autorités étatiques. En général, les agents de santé et les FDS sont parmi les plus décriés, et ce propos d'un communautaire en est une parfaite illustration :

« *L'hôpital de Tengrela est devenu un mouroir. La qualité de la prise en charge des malades laisse à désirer.* »

Par ailleurs, ce constat est le même dans toutes les localités frontalières visitées. La population préfère traverser la fron-

Diagramme 15 : perception du sentiment de sécurité dans les localités



tière pour se soigner dans les pays voisins malgré les risques d'insécurité.

> *Si vous voyez que les gens laissent l'hôpital d'ici pour aller se soigner dans une clinique du Mali, c'est parce que les gens d'ici n'effectuent pas leur travail. Les sage-femmes d'ici sont des petites filles de de 21 à 23 ans qui n'ont jamais fait d'enfants donc elles maltraitent nos femmes, sœurs et filles qui vont accoucher, il y a des morts nés chaque fois. » T.T. ; « c'est parce que les djihadistes ne veulent pas rentrer en Côte d'Ivoire sinon ils seront là depuis, il n'y a pas de contrôle à la frontière, un djihadiste peut arriver, le FDS va juste vouloir qu'il le "gère" s'il donne l'argent par exemple 10000f ils vont le laisser passer sans problème, sans le fouiller alors que c'est un djihadiste.*

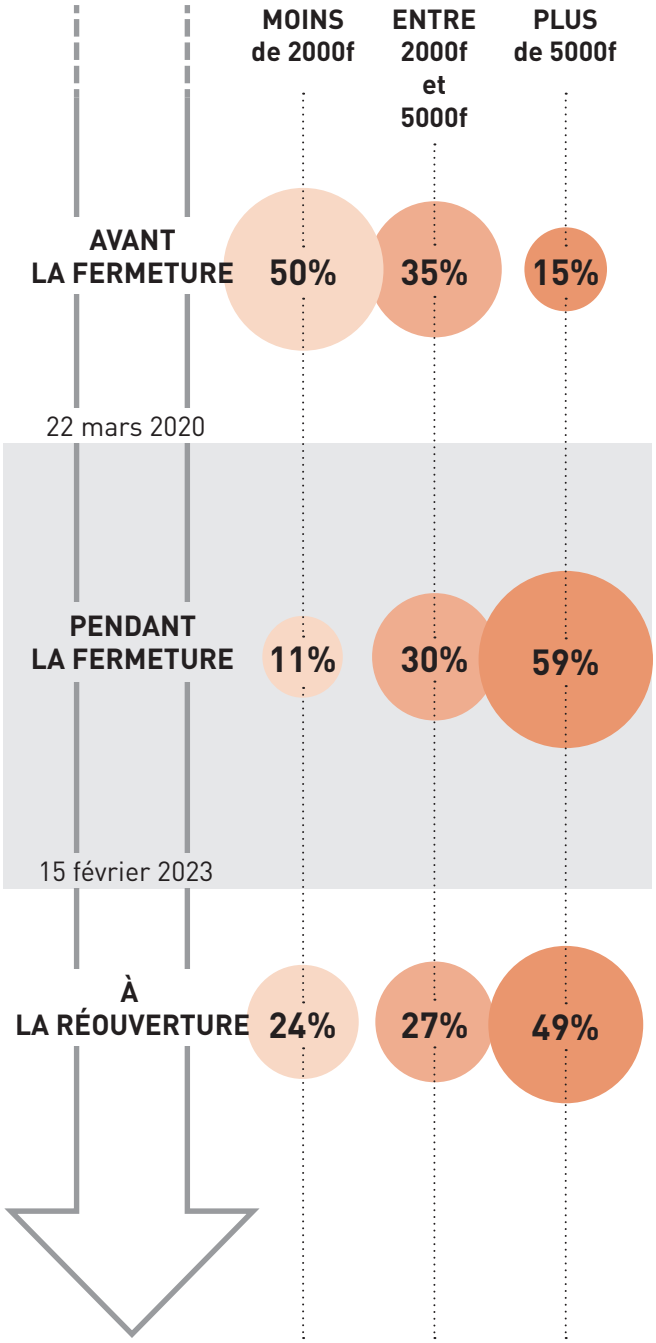
Avant la fermeture des frontières, 50% des personnes interrogées ont affirmé qu'elles ou l'un de leurs proches ont payé moins de 2000 F CFA lors de la traversée des frontières.

Pendant la fermeture, 59% ont déclaré avoir dépensé plus de 5000 f CFA pour les mêmes raisons. Les arrangements avec les FDS et autres agents de l'Etat lors des passages se négociaient un peu plus cher.

Depuis l'ouverture des frontières, les sommes demandées aux postes de contrôle frontaliers ont un peu diminué sans toutefois être revenues au niveau d'avant fermeture.

Selon 68% des personnes interrogées, les FDS et agents de santé (16%) sont les principaux destinataires des frais supplémentaires exigés aux voyageurs. Les agents de santé utilisent l'exigence de la vaccination pour extorquer de l'argent même à ceux qui sont déjà vaccinés. Aux postes frontaliers de Laleraba et à Pogo (Ouangolodougou), des personnes rencontrées ont déclaré que les agents de santé leur ont exigé 1000 Fcfa pour ceux qui ont leur carnet de vaccination à jour et 8000f pour ceux qui n'en ont pas. Pour vérifier cette information, un membre de l'équipe de recherche, simulant un passage de la

Diagramme 16 : proportion des sommes payées aux passages des postes frontaliers

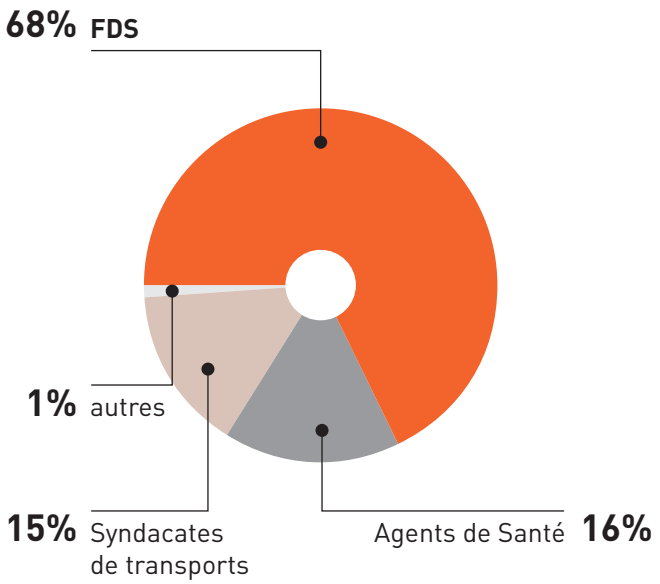


frontière à Laleraba, s'est vu exiger le paiement de la somme de 1000 Fcfa par les agents de santé malgré son carnet à jour.

Concernant les FDS, le renouvellement des effectifs des localités visitées, après l'ouverture des frontières, a fait monter d'un cran les tensions avec la population. La collaboration qui semblait s'être améliorée durant la période de fermeture s'est dégradée.

> « *Le comportement des policiers, et surtout des gendarmes, nous décourage. On a comme l'impression qu'ils sont venus régler un vieux compte avec nous.*
>
> FEMMES DE LALERABA »

Diagramme 17 : destination des frais supplémentaires payés par les voyageurs vers les pays voisins frontalières et les pays voisins



Les communautés leur reprochent le nombre pléthorique de postes de contrôle. À Kalamon, les communautés estiment que la survivance des pratiques d'extorsion de fonds, l'humiliation des voyageurs aux postes de contrôle et les frustrations qu'elles engendrent risquent de créer un terreau favorable à l'acceptation des offres des groupes extrémistes.

Quartier Résidentiel, Carrefour Château d'eau de Minignan

Diagramme 18 : résumé des difficultés et risques identifiés après l'ouverture des frontières

SÉCURITAIRES :

- **Recrudescence de l'insécurité** (vols de bétail et de motos, agression, etc.) liée au chômage des jeunes.
- **Risque d'incursion d'EV** du fait des pistes de contournement.
- **Frustration des populations** par la qualité approximative de la délivrance des services publics (santé, sécurité).

SOCIAUX :

- **Méfiance réciproque** entre les communautés/ Risque impact négatif sur la cohésion sociale.

ÉCONOMIQUES :

- **Ralentissement voire** arrêt de certaines activités économiques (ex : restaurants, kiosques à café, maquis, pêche, commerce transfrontalier, etc.).
- **Risque de paupérisation des populations** frontalières.
- Chômage risquant de favoriser des **actes d'incivisme**.
- **Problème d'approvisionnement des marchés** (manque de denrées alimentaires pour les populations) / Impossibilité des communautés transfrontalières d'accéder aux marchés de part et d'autre provoquant une augmentation des prix des denrées (Risque de crise alimentaire).

GESTION DES FRONTIÈRES :

- **Porosité des frontières** et multiplicité des passages non officiels.
- **Manque de moyens de mobilité** pour faciliter les patrouilles.
- **Ressources humaines insuffisantes** pour assurer la surveillance des nombreuses pistes de contournement.
- **Absence d'outils de surveillance** la nuit
- **Actes de désobéissance** pour des questions de survie (disparition des moyens de subsistance).

7 Les mécanismes de résilience locale et transfrontalière

Les populations ont mis en place au niveau local des mécanismes pour atténuer les défis engendrés par l'ouverture des frontières pouvant influencer la résilience communautaire à l'extrémisme violent au nombre desquels : le renforcement des relations communautaires transfrontalières et les activités de rapprochement communautaire. La présence des FDS remarquée est également perçue comme rassurante par la population.

7.1. Les relations communautaires transfrontalières susceptibles de renforcer la résilience communautaire

Les mariages et les activités culturelles entre les membres des communautés transfrontalières sont, selon un chef de communauté, un gage de la cohésion sociale.

« *Nous sommes nés et avons trouvé nos parents mariés avec les femmes du Mali, donc on participe aux cérémonies de mariages ou de funérailles .... Nous faisons même les initiations au dozoya ensemble, on traque les voleurs ensemble. Ils nous informent sur les activités suspectes qu'ils remarquent de leur côté. Grâce à ces relations interculturelles, nous sommes parfois plus informés que les FDS.* »

Les règlements pacifiques des conflits intercommunautaires et transfrontaliers à travers les mécanismes traditionnels renforcent les liens.

« *Tous les conflits se règlent par la négociation. Les chefs de village et de communauté jouent un excellent rôle de médiation à la base.*

AUTORITÉ PRÉFECTORALE OUANGOLODOUGOU

De part et d'autre des frontières, les populations sont conscientes de la nécessité d'agir contre l'extrémisme violent, surtout qu'il s'agit des mêmes familles.

CHEF DE VILLAGE DE POGO »

Les communautés collaborent également dans la recherche des bétails volés :

« *Lorsqu'il y a perte de bétail ici ou bien à Kadiana, les dozos et les jeunes des deux localités se partagent les informations pour rechercher les bêtes disparues, même pour la situation au Mali, les gens se partagent les informations pour que les terroristes n'arrivent pas en Côte d'Ivoire afin de sécuriser leurs familles ici » Maire adjoint ; « Nous avons un moyen de communication très efficace, nous communiquons entre nous chauffeurs de moto taxi de Tengrela et chauffeurs du Mali. On a un groupe WhatsApp, nous nous informons chaque fois quand il y a un cas suspect* »

7.2. Les activités de rapprochement communautaire

Des activités de rapprochement telles que des matchs de football, des marches sont organisées dans plusieurs des localités visitées pour briser le mur de la méfiance entre les FDS et les communautés. Selon un leader de communauté rencontré à Foulabougou à Tengrela, en 2022, une marche a été organisée entre les FDS et la communauté peule. Cette initiative soutenue par Résilience pour la Paix a contribué à réduire les tensions avec les FDS.

« *Nous avons de bons rapports avec les leaders communautaires d'ici. Quand nous sommes arrivés ici en 2018, nous les avons approchés pour leur expliquer*

Diagramme 19 : synthèse de toutes les activités transfrontalières renforçant la résilience communautaire

nos missions. Nous organisons même des matches de football avec la jeunesse d'ici et celle du Burkina afin de faciliter la cohésion.

POLICE D'IMMIGRATION DE KOGUIENOU »

Les autorités préfectorales, pour leur part, véhiculent des messages de sensibilisation sur la nécessité de la collaboration entre les FDS et les communautés. Ces messages ont été fort appréciés par de nombreuses personnes rencontrées pendant l'étude.

L'implication de multiples acteurs, notamment les Chefs de village, chef de terre, dozos, président des jeunes, et des leaders de femmes dans la gestion des conflits, consolident la cohésion sociale et par conséquent la résilience communautaire contre l'extrémisme violent.

« *Pour les questions de dégâts de cultures, les chefs de village et chefs de terre portent l'affaire et la règlent à l'amiable, tandis qu'en cas de vol de bétails, les chasseurs traditionnels ou dozos, qui sont contactés d'abord, effectuent des recherches pour trouver le bétail et le voleur.... Quand des affaires arrivent à la justice, c'est que c'est très complexe, sinon les différents chefs de communautés règlent à l'amiable.*

LEADER COMMUNAUTAIRE TENGRELA »

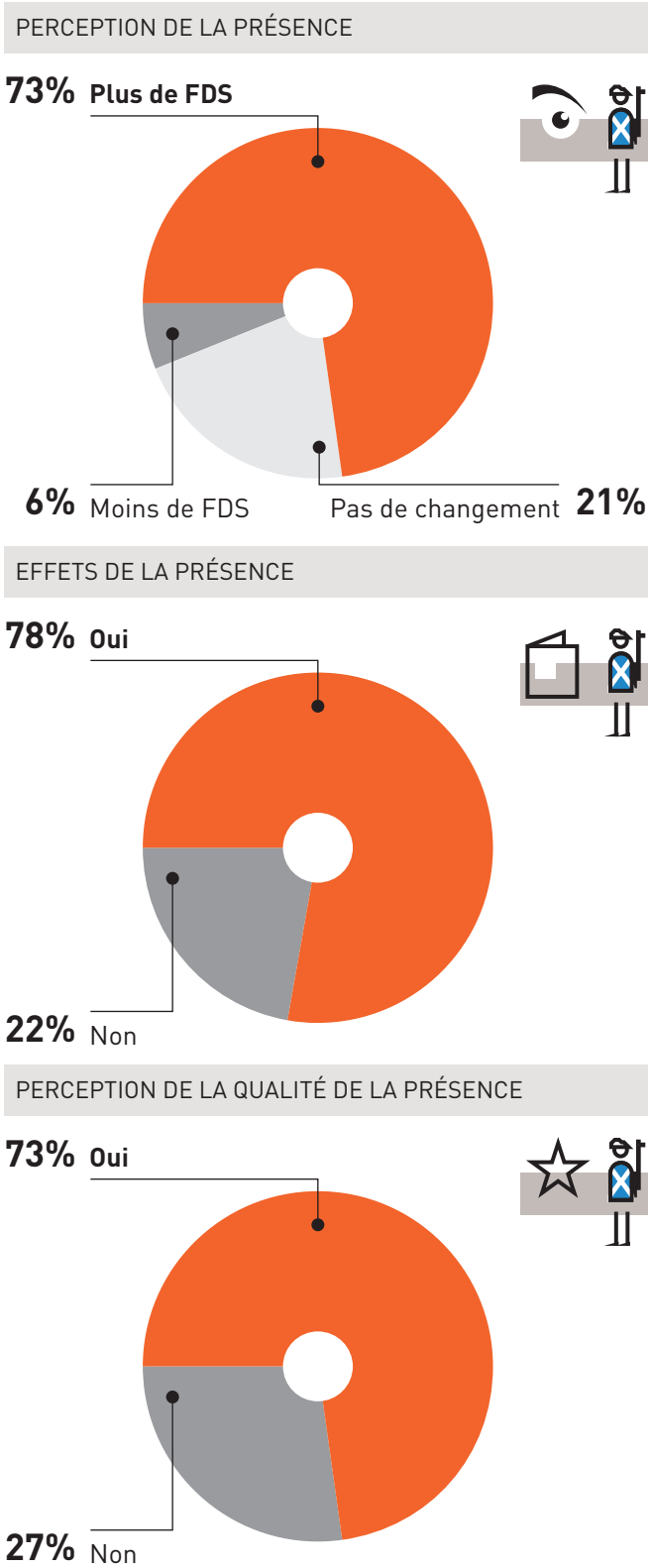
7.3. La présence des Forces de Défenses et de Sécurité

Les populations interrogées ont constaté une présence accrue des FDS depuis la réouverture des frontières (73%).

Une large majorité (73% contre 27%) des personnes interrogées soutient que cette forte présence des FDS est rassurante et dissuasive.

Selon les personnes interrogées, elle renforce le sentiment de sécurité (78 % contre 22 %).

Diagramme 20 : la présence des FDS dans les localités



8 Conclusion

Cette étude met en évidence les répercussions complexes de la fermeture des frontières, notamment en termes d'insécurité, de déclin économique et de tensions sociales, tout en reconnaissant certaines opportunités émergentes. La fermeture a favorisé la prolifération de voies de contournement illégales, augmentant le risque d'infiltration par les groupes extrémistes violent, et a entrainé une baisse significative de la production agricole en raison d'une insuffisance de moyens de production, affectant directement les revenus des cultivateurs. Parallèlement, une hausse des activités criminelles, telles que le vol de bétail et de motos, a été observée, accentuant l'inquiétude des populations locales.

Contraints par ces circonstances, de nombreux habitants, en particulier les femmes et les jeunes commerçants, se sont tournés vers l'agriculture, exacerbant la pression sur les terres cultivables et engendrant des conflits fonciers. Malgré une réduction des mouvements de population, la fermeture des frontières a également conduit à une augmentation du racket, résultant des négociations entre les usagers de la route et les agents de l'État.

Cependant, cette période a aussi vu l'émergence de nouvelles activités économiques, comme les mototaxis, et a maintenu les interactions entre les communautés transfrontalières. Les forces de défense et de sécurité ont été saluées pour leur humanisme dans la gestion des urgences sanitaires. La réouverture des frontières a facilité le retour à une certaine normalité, bien que les effets néfastes de la fermeture restent palpables, notamment la vie chère, le ralentissement économique, et la persistance du racket.

L'arrivée massive de réfugiés suite à la réouverture suscite des inquiétudes quant au potentiel de conflit, particulièrement autour de l'accès aux ressources naturelles. Néanmoins, des mécanismes de résilience locaux, tels que le renforcement des liens entre communautés et les initiatives de rapprochement, ont été soulignés comme des moyens de mitigations des défis liés à la réouverture.

En conclusion, bien que la fermeture des frontières ait présenté des défis significatifs, la réouverture offre une opportunité de reconstruction et de renforcement de la résilience communautaire, soulignant l'importance de soutenir ces initiatives dans les régions frontalières de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Guinée, et du Burkina Faso.

9 Recommandations

La Gare Routière de Kouto - Gbon. Département de Boundiali

I. Sur l'engagement des communautés

- Ouverture d'une antenne de EAI à Ouangolodougou qui présente beaucoup de vulnérabilités.
- Conduire des actions de sensibilisation, de formation au profit des populations afin qu'elles arrivent à développer des réflexes sécuritaires.
- Faciliter l'accès des jeunes et des femmes des localités frontalières aux initiatives gouvernementales de création d'emplois (FAFCI, Emploi-jeunes, etc.) (CNS et CNFCI).
- Appuyer la reconversion professionnelle des jeunes exerçant comme passeurs (ministère de la Jeunesse).

II. Sur la communication

- Développer un partenariat avec les radios communautaires en vue de conduire des campagnes d'information et de sensibilisation des communautés sur la cohésion sociale, la prévention du vol de bétails.
- Redynamiser les comités existants en motivant les participants, surtout les leaders d'opinion, les jeunes et les femmes.

III. Sur la situation sécuritaire

- Renforcer les CCM dans le département de Ouangolodougou, Tengrela, et Doropo pour renforcer la confiance aux Forces de défense et sécurité (CNS, EAI).
- Appuyer les CCM à organiser des dialogues socio-sécuritaires (CNS et EAI).
- Continuer l'organisation des Guichets Uniques Mobiles pour permettre aux engins à deux et trois roues d'obtenir des papiers d'identité afin de minimiser leur utilisation par des mouvements extrémistes (EAI et partenaires impliqués).
- Appuyer les autorités administratives et traditionnelles à renforcer les initiatives transfrontalières de coopération en matière de sécurité et cohésion sociale avec leurs homologues du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée (CNS, CNFCI et EAI).
- Aider à l'évaluation et au renforcement de l'Unité de lutte contre le racket.
- Appuyer la vulgarisation des moyens de dénonciation du racket (numéro vert 0101013645, 0101 01 36 88, 0708 86 30 31, 05 33 54 35 ; courrier anonyme, etc.).

- Appuyer la Haute autorité de la Bonne gouvernance à mettre en place dans les localités frontalières des points focaux chargés de l'enregistrement et du traitement des plaintes de la populations relatives à la corruption et au racket ;
- Appuyer l'Etat Major Général à promouvoir une charte de bonne conduite et de courtoisie en faveur des forces de défense et de sécurité afin d'améliorer leurs relations avec les communautés et obtenir leur coopération pour la prévention de l'extrémisme violent (CNS, CNFCI et EAI);
- Appuyer le tribunal militaire à faire des descentes inopinées dans les localités frontalières (CNS, CNFCI et EAI)
- Instaurer un mécanisme de récompense pour les contingents déployés à la frontière qui n'auront à la fin de leur mission été objet de plainte à leur égard (CNS, CNFCI);
- Renforcer les systèmes d'alerte précoce existant dans les localités frontalières pour leur permettre d'informer à temps opportun les autorités en cas de menace sécuritaire.
- Organiser une restitution des résultats de l'Étude au CNS, aux grands commandements des FDS, au TMA et aux troupes aux frontières (EAI, CNS et Etat major général, au ministère de la santé, haute autorité de la bonne gouvernance)
- Mettre en place dans les villages un mécanisme d'enregistrement des individus qui utilisent les voies de contournement pour entrer sur le territoire ivoirien (CNFCI, CNS et EMGA).
- Plaidoyer auprès de la CNFCI sur la nécessité d'accélérer le processus de matérialisation des frontières (EAI).

IV. En lien avec la gestion des ressources naturelles

- Aider les jeunes à s'organiser en coopérative et établir les documents requis pour être des orpailleurs artisanaux.
- Aider les jeunes organisés en coopérative à aller dans l'école de formation à l'orpaillage de Papara pour acquérir les aptitudes afin d'être compétitifs pour s'offrir plus d'opportunités ;
- Former les jeunes dans la mise en l'état des espaces utilisés par les petits orpailleurs pour permettre aux communautés de continuer d'avoir les terres cultivables ;
- Soutenir les interactions pacifiques entre les communautés hôtes et les migrants/transhumants par une gestion planifiée des ressources naturelles, appuyée par une vulgarisation des cadres règlementaires auprès de tous les acteurs locaux (EAI) ;
- Initier des rencontres périodiques entre agriculteurs et éleveurs, surtout avant la saison sèche, afin de permettre d'établir des règles pour prévenir/réduire les dégâts (EAI, CNFCI) ;
- Mettre en place des dispositifs formels sur la base du cadre légal du foncier, pour matérialiser et faire respecter les accords oraux/tacites entre les chefs de terres et les exploitants en impliquant les autorités préfectorales en tant que témoins de ces accords (CCM, autorités préfectorales et avec l'appui d'EAI) ;
- Renforcer/mettre en place un cadre de coordination bilatérale entre les pays en matière de transhumance, en initiant des réunions périodiques entre les autorités frontalières et les autorités locales des 3 pays. (CNFCI) ;
- Mettre en place des stratégies de coordination concernant les problèmes liés à la transhumance au niveau des frontières entre les trois pays et vulgariser ces stratégies au niveau local (des sous-préfectures) (CNFCI) ;
- Mettre en place des outils de collecte de données sur les litiges/conflits/violences liées aux RN pour avoir un état de référencement (CCM) ;
- Mettre en place un système d'enregistrement des transhumants, des bouviers et propriétaires de bétail au niveau local/des villages et des sous-préfectures afin de mieux maîtriser les flux (EAI et CNFCI)

V. En lien avec les femmes·

- Aider les femmes à la mise en place d'AVEC pouvant leur permettre de rebondir ou s'autofinancer après la faillite née de la fermeture des frontières (EAI) ;
- Appuyer les femmes reconverties dans le maraicher à trouver des parcelles sécurisées et les mettre en contact avec les structures techniques afin d'avoir un meilleur encadrement pour une production plus saine et améliorée (EAI).

Références bibliographiques

Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) (juin 2022 à Mars 2024), *Projet de gestion des frontières en côte d'ivoire, projet financé par la Suisse*.

CNFCI, *Le PLAN stratégique de gestion intégrée des frontières de la Cote d'Ivoire* (juin 2020), PSGIF-CI 2025, la solution aux défis de développement et sécuritaires dans les espaces frontaliers, in Les Nouvelles frontières, Bulletin d'information de la CNFCI.

CNFCI, *État des lieux de la situation des frontières terrestres en Côte d'ivoire* (février 2020), Abidjan.

Dabié Désiré Axel Nassa, *Les frontières nord de la Côte-d'Ivoire dans un contexte de crise* (2006), Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux.

Global Initiative, Nord de la Côte d'Ivoire, *Nouvelles menaces djihadistes, anciens réseaux criminels* (septembre 2021) Bulletin de risque, numéro 1.

Ministère d'Etat, Ministère de la Défense et Ministère de la sécurité et de la protection civile, Communiqué conjoint (mars 2020), Abidjan 20.

PERC, Côte d'Ivoire, *Comment équilibrer les mesures sociales et de santé publique* (19 août 2020).

UNICEF, PNUD, *Renforcer la gouvernance des Zones frontalières pour renforcer la cohésion sociale et prévenir les conflits* (2021), Projet PBF, Cote d'ivoire-Burkina Faso.

.

Carrefour de l'hôtel Katana route de mahandiana Sokourani (Kouto)

Ce produit de recherche a été rendu possible grâce au soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre de l'accord de coopération de l'USAID n° 72062421CA00002. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).
Abidjan Cocody 2 Plateaux ENA St Jacques

ISBN 978-1-964458-02-1